

LA PRESSE

PALME D'OR
**LA VIE D'ADÈLE,
SANS CONTESTE**
MARC-ANDRÉ LUSSIER
À CANNES
ARTS

Le réalisateur Abdellatif
Kechiche, entouré des actrices
Adèle Exarchopoulos
(à gauche) et Léa Seydoux.



PHOTO LOIC VENANCE, AGENCE FRANCE-PRESSE



SÉLECTION FATALE

La guerre mondiale aux fillettes se joue aussi au Canada, constate notre journaliste Isabelle Hachey. PAGES A10 ET A11

PHOTO FOURNIE PAR GENERAL ELECTRIC MEDICAL SYSTEMS

CONTROVERSE À TORONTO

« BANDE DE LARVES! »

Dès les premières minutes de son émission radiophonique, le maire Rob Ford s'en est pris aux journalistes hier, accusant les médias d'avoir entaché la réputation de sa famille.

MARIE-CLAUDE LORTIE AU CŒUR DE LA FORD NATION PAGE A3



Rob Ford

PHOTO BRETT GUNDLOCK, REUTERS

PATRICK LAGACÉ
UNE FOIS, C'EST
UN NOIR DANS
UN GALA...
PAGE A6

**TATOUÉS PAR LOYAUTÉ...
ET POUR UN MEILLEUR
SALAIRE**
RICHARD HÉTU PAGE A14

COUPE MEMORIAL
**TROISIÈME VICTOIRE D'AFFILÉE
DE LA LHJMQ** SPORTS



LA CONQUÊTE DE L'EVEREST YVES LAFOREST, HÉROS DISCRET

En mai 1991, il devient le premier Québécois à gravir le toit du monde. Portrait d'un improbable héros, disparu prématurément.

SPORTS

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE



PHOTO ERIC FEFERBERG, AGENCE FRANCE-PRESSE

MARIAGE HOMOSEXUEL NOUVEL AFFRONTLEMENT À PARIS

Des milliers de manifestants sont descendus dans les rues de la capitale française hier pour protester contre la loi sur le mariage gai. Une manifestation qui s'est conclue dans la violence. PAGE A15



INDUSTRIE DU VIN
LE GRAND VIRAGE CHILIEN
À LIRE DANS AFFAIRES MAGAZINE

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Let it snow! Let it snow! Let it snow! — Rob Ford

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



LV 6 21924 98765 1

**Vous entendez mais ne comprenez pas toujours?
Venez faire l'examen de dépistage auditif.**

- RÉDUCTION DES BRUITS DE FOND
- MAXIMISATION DE LA PAROLE

Une prothèse auditive **SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE**, selon les règles de la RAMQ.
Une évaluation est requise par l'audioprothésiste pour le choix du modèle de prothèse auditive.

1 800 422-6181

Laflamme & ASSOCIÉS
AUDIOPROTHÉSISTES
40 ans d'évolution
Montréal 525, rue Sherbrooke Est

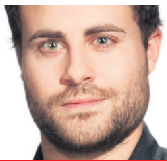
514 849-4500
www.laflammeetassocies.com

Longueuil 774, Fréchette 450 396-4848	Laval 1435, boul. Saint-Martin Ouest 450 629-9887	Mont-Saint-Hilaire 261, boul. Laurier 450 396-4848	Saint-Jean-sur-Richelieu 900, boul. Séminaire Nord bureau 140 450 349-1260	Cowansville 370, rue de la Rivière 450 378-7337	Granby 320, boul. Leclerc Ouest 450 378-7337
--	---	---	--	--	---

ACTUALITÉS

Enquête sur un militant libéral

Daljit Singh Kalkat est un incontournable de la politique dans Parc-Extension. Leader de la communauté sikhe, il dit pouvoir mobiliser 1500 votes en bloc aux élections. Il a travaillé à la victoire de politiciens à tous les ordres de gouvernement. Mais son engagement communautaire est maintenant sous la loupe des autorités, a appris *La Presse*. Des enquêtes sont en cours sur de vastes stratagèmes de fraude à l'aide sociale et à l'immigration qui auraient pu accroître son poids politique.



VINCENT LAROUCHE

EXCLUSIF

Notable influant au sein de sa communauté, Kalkat était connu jusqu'à récemment comme président de l'India Canada Organization (ICO), l'organisme montréalais qui organise la grande parade pour la fête nationale de l'Inde et qui aide à l'accueil des nouveaux arrivants d'origine indienne.

Il s'est aussi fait remarquer pour son militantisme actif en faveur du PLC, du PLQ et d'Union Montréal.

En parallèle avec sa fonction stratégique d'organisateur politique et communautaire, il est toutefois soupçonné d'avoir participé à de vastes fraudes en dupant le gouvernement à l'aide de faux résidents de Montréal.

Ni la Sûreté du Québec ni l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) ni le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) n'ont voulu commenter les enquêtes en cours.

Documentation étoffée

Des documents judiciaires obtenus par *La Presse* démontrent toutefois que les trois organismes ont Kalkat dans leur ligne de mire depuis longtemps.

Dès 2008, les fonctionnaires du MESS ont reçu des informations de dénonciateurs dans la communauté sikhe sur un stratagème permettant à des bénéficiaires de l'aide sociale de continuer à collecter leur chèque au Québec tout en allant vivre et travailler au noir en Ontario.

Des entrevues menées par les fonctionnaires dans les deux provinces laissent croire que le stratagème avait des proportions alarmantes.

Les assistés sociaux ciblés fournissaient à tour de rôle les mêmes adresses à Montréal, dont plusieurs étaient reliées à Kalkat. Douze d'entre eux ont déclaré habiter dans le petit bureau de son entreprise, rue Jean-Talon, qui n'est muni ni de toilette ni de cuisine. Plusieurs autres disaient habiter à sa résidence.

La SQ a alors été mise au courant et a ouvert une enquête criminelle pour fraude à l'endroit du gouvernement.

« Il y a plusieurs adresses qui reviennent et certaines qui s'entrecroisent pour les prestataires allant jusqu'à être très nombreux au même endroit au même moment », écrit un policier, dans une déclaration assermentée qui a permis d'obtenir un mandat de perquisition au bureau de Kalkat.

Kalkat « semble aussi avoir été filmé en train d'effectuer des retraits au guichet automatique avec la carte bancaire de prestataires d'aide sociale québécois qui habitaient en Ontario, selon le document.

Service aux immigrants

« Kalkat est grandement impliqué dans la communauté sikhe auprès des nouveaux immigrants. Au cours des dernières années, il a fourni plusieurs de ses adresses à des prestataires d'aide sociale », ajoute le policier. L'épouse de Kalkat aurait fait la même chose, selon l'enquête.

De son côté, l'ASFC avait lancé sa propre enquête à la suite d'une dénonciation anonyme et d'un rapport anti-fraude sur la migration irrégulière de ressortissants indiens vers Montréal.

Une douanière de la Division des enquêtes criminelles de l'ASFC a elle aussi signé une déclaration assermentée pour pouvoir perquisitionner au bureau de Kalkat. Elle raconte que Kalkat travaillait sans permis de travail au Canada depuis plusieurs années. Il a notamment dirigé une entreprise de placement de main-d'œuvre.

Il offrait aussi illégalement, sans certification, des services d'immigration, ce qui est sévèrement réprimé par la loi

Des assistés sociaux ciblés fournissaient à tour de rôle les mêmes adresses à Montréal, dont plusieurs étaient reliées à Kalkat. Douze d'entre eux ont déclaré habiter dans le petit bureau de son entreprise, rue Jean-Talon, qui n'est muni ni de toilette ni de cuisine.

canadienne. C'est lui qui s'était chargé de signer plusieurs documents officiels pour des immigrants de sa communauté. Il annonçait ses services en punjabi et disait offrir « tout type de service d'immigration ».

L'Agence a elle aussi constaté que plusieurs de ses clients semblent loger aux mêmes adresses que lui. Et que dans au moins un cas, Kalkat avait



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

Daljit Singh Kalkat, à gauche, ex-président de l'India Canada Organization, est sous enquête pour fraudes. Il a été photographié avec le député Justin Trudeau, devenu depuis chef du Parti libéral du Canada, lors des célébrations pour la Fête de l'Inde à Montréal.

encouragé un client à fournir une fausse adresse dans des documents officiels.

Pour le moment, un an après les perquisitions et malgré la saisie d'une abondante preuve documentaire, aucune accusation n'a été déposée contre Kalkat. Dans un entretien avec *La Presse*, celui-ci a conclu qu'il n'avait donc rien à se reprocher. « C'était un malentendu.

pour menaces en 2006. Il a été blanchi des accusations, mais les agents ont découvert en prenant ses empreintes digitales qu'il vit au Canada sous une fausse identité.

Son vrai nom est Baljeet Singh Wadyal. Il a fait quatre ans de prison aux États-Unis pour possession d'héroïne en vue d'en faire le trafic, puis a changé de nom au début des

citoyenne canadienne, a entrepris des démarches pour obtenir la permission de rester au pays. Le dossier est toujours à l'étude aujourd'hui.

Il plaide la rédemption

Lors de son entretien avec *La Presse*, Daljit Singh Kalkat a plaidé la rédemption et assuré que cette tâche à son passé ne l'empêche pas de jouer un rôle positif dans la communauté. « Ça a été exagéré, cela remonte à tant d'années. On a utilisé ça à des fins d'attaques personnelles contre moi », dit-il.

La position de Kalkat à la tête de l'ICO est tout de même devenue délicate après les révélations du quotidien anglophone. Il a quitté la présidence de l'ICO au début de 2013. Mais il conserve plusieurs partisans.

« Il a pris ses gars qui étaient au conseil d'administration et il voulait partir son propre groupe, il veut toujours être président », explique Naseer Medhi Khan, nouveau président de l'ICO.

Quelqu'un leur avait dit que je travaillais comme consultant, ils sont venus voir et ils n'ont rien trouvé », affirme-t-il

Un passé caché

Kalkat n'en est pas à sa première controverse.

En novembre dernier, le quotidien *The Gazette* a révélé une facette cachée de son passé : des policiers du SPVM l'ont arrêté

années 90 pour pouvoir entrer au Canada.

Le Canada lui avait accordé le statut de réfugié parce qu'il fuyait la torture et la persécution en Inde, après avoir milité dans des organismes de défense de la minorité sikhe. Ce statut lui a été retiré lorsque son passé criminel a été découvert. Mais le quinquagénaire, qui est marié à une

Un organisateur efficace et expert en mobilisation

VINCENT LAROUCHE

Au moment où il faisait l'objet d'une enquête pour avoir trompé les services sociaux avec de faux résidents de Montréal, Daljit Singh Kalkat offrait à des politiciens montréalais comme Justin Trudeau de les aider à faire le plein de votes dans le quartier Parc-Extension.

L'attachée de presse de M. Trudeau assure qu'il n'a jamais occupé de fonction officielle dans son organisation.

Mais cinq sources bien informées dans la circonscription ont confirmé à *La Presse* l'important travail de mobilisation effectué par Kalkat en faveur de M. Trudeau.

Le leader sikh participait d'ailleurs à plusieurs activités publiques du candidat ces dernières années.

M. Kalkat estime avoir fait une différence au scrutin. « J'ai travaillé dans la circonscription, je les ai aidés, j'ai organisé des assemblées », dit-il.

Lorsqu'on lui demande combien il pouvait mobiliser d'électeurs, il réfléchit. « Je crois que c'est un vote qui swing, autour de 1500 votes dans Parc-Extension », dit-il.

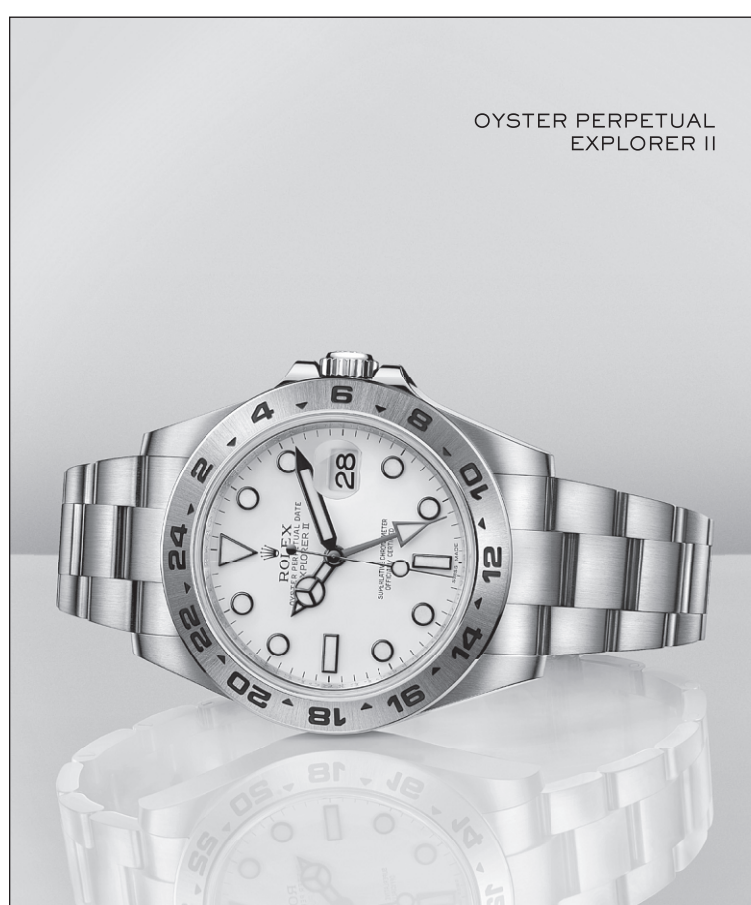
Au provincial

Daljit Singh Kalkat a aussi milité pour Gerry Sklavounos, député libéral de Laurier-Dorion à l'Assemblée nationale.

Encore aujourd'hui, il siège à l'association libérale de la circonscription, comme représentant élu de la communauté indienne.

« Il n'était pas membre de mon équipe de campagne, mais il a essayé de sortir le vote et de mobiliser la communauté. C'était quelqu'un d'impliqué », confirme M. Sklavounos.

« J'ai entendu plein de rumeurs, mais ça venait d'autres membres de la communauté, où je sais qu'il y a une rivalité entre différents clans. Je n'ai jamais mené une enquête, mais je présume que quelqu'un qui se promène aussi ouvertement n'a rien à se reprocher », explique le député.



OYSTER PERPETUAL EXPLORER II

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651

ROLEX

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 6
Astronomie du jour	AFFAIRES 9
Bourses	AFFAIRES 2
Débats	A16 et A17
Décès	AFFAIRES 9
Horaires télévision	ARTS 4

Loteries	A12
Monde	A14 et A15
Personnalité	AFFAIRES 10
Petites annonces	AFFAIRES 4, 7 et 8
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Généralement ensoleillé, maximum 18, minimum 7. AFFAIRES 7

En direct de la « Ford Nation »



MARIE-CLAUDE LORTIE
TORONTO

« Tout ça, c'est n'importe quoi. Je n'en crois pas un mot », lance Craig Smith, assis à la taverne Sullie Gorman's du Royal York Plaza, centre commercial d'Etobicoke fréquenté par le maire Rob Ford. « Il fait du très bon boulot. »

« C'est mon ami, je n'en dirai pas plus », ajoute la barmaid.

« Ford? Il est très gentil. Il vient ici souvent », poursuit la caissière de la pharmacie voisine, un commerce qui s'appelle, tenez-vous bien, Drugtown Pharmacy.

Ford, ce gars qu'on adore ici, c'est aussi ce personnage hautement controversé dont toute la métropole canadienne se demande actuellement s'il a fumé du crack et si son frère était un revendeur de haschisch dans les années 80, tel que l'ont décrit deux reportages parus depuis 10 jours – l'un dans le *Toronto Star*, l'autre dans le *Globe and Mail*.

À côté de Smith, un ami, qui sirote lui aussi une bière par ce dimanche après-midi magnifiquement ensoleillé, opine dans le même sens. « Je le crois, lui. Tout le reste n'est que rumeurs. C'est un bon maire. »

Un peu plus loin, dans le stationnement du supermarché Metro, une dame à la tête blanche ajoute qu'elle croit aussi en Ford. « Un homme bon pour qui je suis désolée. »

« La vérité, ajoute Vince, un autre passant appelé, c'est que s'il y avait des élections demain matin, il serait réélu. »

Nous sommes au cœur d'Etobicoke, ancienne banlieue torontoise intégrée à la ville centre au moment de la grande fusion de 1998 et dont Ford fut longuement conseiller municipal. Au cœur de ce qu'on appelle carrément, ici, la « Ford Nation ».

La « Ford Nation », ce sont tous ces électeurs qui ont porté au pouvoir, en 2010, cet homme qui refuse de participer aux journées de la fierté gaie, qui n'adore pas du tout les pistes cyclables, qui voulait d'un nouveau casino



PHOTO AARON VINCENT ELKAIM, LA PRESSE CANADIENNE

Le maire de Toronto, Rob Ford, s'est rendu hier à la station de radio Newstalk 1010 pour l'émission hebdomadaire qu'il coanime avec son frère Doug.

à Toronto – il s'est fait dire non par le conseil; il veut d'ailleurs réduire le nombre de conseillers municipaux de moitié, tout comme les taxes – et qui, en chemin, traite les médias de tous les noms.

« Plus bas que bas », a-t-il dit à leur sujet hier à la radio, en compagnie de son frère Doug.

Ensemble, dans le cadre d'une émission hebdomadaire qu'ils animent à une station privée, ils s'en sont donné à cœur joie. Le mot « racistes » a été lancé, subtil. Et puis, le meilleur: « larves » (*maggots*)...

■ ■ ■

« Ce qu'il faut comprendre, m'a expliqué Vince, et plusieurs autres que j'ai rencontrés, c'est qu'il y a une fracture entre le Toronto central et le Toronto des anciennes banlieues comme Etobicoke. » Une fracture idéologique, culturelle. Dans les quartiers du centre comme Parkdale ou dans la Petite Italie, devenue bobo à fond, on ne veut pas d'un maire ouvertement homophobe qui méprise les transports en commun, de

cet entraîneur de football en surpoids qui se met en grande fanfare au régime et enjoint tout le monde à le suivre, pour ensuite tricher, se ruer au PFK et abandonner sans s'excuser.

« Embarrassing », est le mot qui revient le plus souvent le long des très branchées rues College, Ossington ou Queen West. Gênant.

On aime bien le personnage. Son style plaît. Son choix d'affronter les establishments du centre-ville trouve preneur.

Et à Etobicoke, entre les gazons manurés, les drapeaux du Canada et les petites églises remplies, autre son de cloche.

On aime bien le personnage. Son style plaît. Son choix d'affronter les establishments du centre-ville trouve preneur. On observe un peu, dans cette dichotomie, la fracture qui marquait le Québec au printemps dernier. Une certaine gauche urbaine contre une certaine droite suburbaine.

À Toronto, la Ford Nation trouve que le maire affronte comme il se doit la non-banlieue amatrice de toits verts et de vélo – les « pinkos », pour reprendre une expression lancée par nul autre que le commentateur sportif Don Cherry, au moment de l'élection de Ford.

« Il accepte de toucher à des intouchables, c'est pour cela

« L'important, c'est qu'au travail, il fait ce qu'il dit qu'il va faire. Quand il était conseiller à Etobicoke, c'était toujours efficace, facile, d'avoir des réponses. »

Hier, à son émission de radio, c'est d'ailleurs sur ça que Rob Ford a insisté. Le travail. Ce qui a été accompli.

Mais est-ce que tout le monde a été impressionné par le maire et son frère, qui disent: « pas notre faute si on n'est pas des gars un peu colorés »? Et Rob qui dit qu'il ne vérifie pas toujours les CV des gens avec qui il se fait photographier...

« Moi, je crois absolument tout du reportage du *Globe* », a commenté une autre électrice d'Etobicoke, qui a préféré ne pas être identifiée. « J'ai grandi tout près de chez eux. Ces deux gars-là sont des intimidateurs arrogants. Des bouffons. Tout ça me rend dingue. Surtout que cette ville a vraiment d'autres chats à fouetter. »

Pour joindre notre chroniqueuse: mlortie@lapresse.ca

Cinglante réplique des frères Ford

VINCENT LAROUCHE

« Bande de larves! » Dès les premières minutes de son émission de radio hier, le maire de Toronto Rob Ford a donné le ton: plutôt que de revenir en détail sur les allégations de consommation de crack à son endroit, il a choisi de s'attaquer aux journalistes qu'il accuse d'avoir entaché sa réputation cette semaine.

En point de presse vendredi, le maire avait nié être un consommateur de crack, en réaction aux articles du *Toronto Star* et du site web Gawker, sur une vidéo où il semblait fumer cette forme solide de cocaïne. Les deux médias rapportaient que des trafiquants de drogue de Toronto étaient en possession de la vidéo et tentaient de la vendre au plus offrant.

Le frère du maire, Doug Ford, qui siège comme conseiller municipal, s'était aussi défendu samedi d'avoir

été un trafiquant prospère de haschich dans sa jeunesse, comme le suggérait un autre reportage du *Globe and Mail* basé sur plusieurs sources confidentielles.

Les deux frères ont longuement blâmé les médias pour toute cette tourmente, lorsqu'ils se sont retrouvés au micro de leur émission conjointe sur la station Newstalk 1010 hier.

« Ce fut une semaine intéressante », a lancé le maire d'entrée de jeu.

« Évidemment je veux aborder les fausses accusations, ou les allégations, contre moi et toi », a poursuivi Rob Ford en s'adressant à son frère.

« Les amis, ce sont les médias que nous avons, malheureusement », a-t-il dit, en qualifiant toutes ces histoires de drogues de « ridicules ».

« Ils veulent s'en prendre à nous, je vais m'en prendre à eux », a renchéri Doug Ford en déplorant que 80 % des

journalistes aujourd'hui sont des « méchants *son of a gun* », un euphémisme pour l'expression « fils de putes ».

« Si les Leafs étaient dans les séries éliminatoires, ils ne se concentreraient pas autant sur toi et moi », a ajouté le conseiller, en référence aux déboires de l'équipe de hockey locale.

Le maire a renchéri pour traiter les reporters de « bande de larves ».

Puis, le maire et son frère se sont remis en mode de campagne, en promettant de continuer leur combat pour diminuer toujours plus les taxes à Toronto. Ils ont lancé plusieurs flèches aux conseillers municipaux qui refusent d'appuyer les « conservateurs fiscaux » à l'hôtel de ville.

« Au cours des deux dernières années, nous avons économisé un milliard de dollars », a martelé Rob Ford.



PHOTO AARON VINCENT ELKAIM, LA PRESSE CANADIENNE

Doug Ford, conseiller municipal à Toronto

CONTROVERSES EN SÉRIE

MARS 2008

Rob Ford est arrêté par des policiers torontois après que sa femme a appelé les policiers pour violence conjugale. Le futur maire est accusé de voies de fait et d'avoir proféré des menaces de mort, mais les accusations sont finalement abandonnées.

AOÛT 2010

En pleine course à la mairie, Rob Ford doit admettre qu'il a été arrêté 10 ans plus tôt en Floride pour avoir conduit une automobile avec les facultés affaiblies et pour possession de marijuana. Il a plaidé coupable au premier chef, et l'autre a été abandonné.

JUIN 2011

Rob Ford cause l'une de ses premières controverses en refusant catégoriquement de participer aux festivités annuelles de la fierté gaie dans sa ville. Il affirme qu'il préfère se rendre au chalet familial plutôt qu'à la traditionnelle parade. Ses prédécesseurs y avaient tous participé.

MARS 2012

Un citoyen torontois poursuit Rob Ford pour conflit d'intérêts. Sa fondation a accepté des dons de lobbyistes et il sollicitait des fonds avec du matériel officiel de la Ville. En novembre, un juge de la Cour supérieure de l'Ontario le reconnaît coupable et le démet de ses fonctions. La Cour d'appel infirme rapidement le jugement.

NOVEMBRE 2012

Un autobus de la société municipale de transport en commun est évacué en plein trajet afin de transporter l'équipe de football dont il est l'entraîneur, révèle le *Toronto Star*. M. Ford aurait appelé le dirigeant de la société de transport à deux reprises pour se plaindre du délai avant l'arrivée du véhicule.

MARS 2013

Sarah Thomson, ex-candidate à la mairie de Toronto, accuse publiquement Rob Ford de lui avoir pincé les fesses dans un événement mondain. Il lui aurait aussi offert d'aller en Floride avec lui, puis que « sa femme [n'était] pas là » cette semaine-là. L'entourage du maire réfute ces allégations.

Les options ne sont plus une option.

Offrez-vous la berline C 300 4MATIC^{MC} équipée des ensembles Haut de gamme et Sport. Avec **4 000 \$** de rabais, cela ne se refuse pas.

INCLUT UNE RÉDUCTION DE TAUX ADDITIONNELLE DE

1%

SUR LES OFFRES DE FINANCEMENT OU DE LOCATION JUSQU'AU 31 MAI 2013 SEULEMENT



LA BERLINE C 300 4MATIC^{MC} 2013 ÉQUIPÉE DES ENSEMBLES HAUT DE GAMME ET SPORT. PRIX TOTAL¹ : 45 755 \$**

L'ENSEMBLE HAUT DE GAMME INCLUT :

- Rétroviseurs anti-éblouissement
- Toit ouvrant en verre
- Rétroviseurs extérieurs à repli électrique
- Sièges avant chauffants

Une valeur de **2 350 \$**

L'ENSEMBLE SPORT INCLUT :

- Feux à DEL
- Suspension sport
- Ensemble de style AMG
- Jantes de 17 po à 5 bras jumelés

Une valeur de **1 200 \$**

FINANCEMENT À L'ACHAT

0%*

DURÉE DE 60 MOIS

TAUX À LA LOCATION

0,9%*

BAIL DE 48 MOIS

VERSEMENT INITIAL

0\$**

PAIEMENTS MENSUELS

458 \$*

INCLUT UN RABAIS DE 4 000 \$

Pour plus de détails, visitez votre concessionnaire Mercedes-Benz de la région de Montréal.

COMMANDITAIRE OFFICIEL



Mercedes-Benz

MONTRÉAL
Automobiles Silver Star Inc.
7800, boul. Décarie, Montréal
514 735-1199

LAVAL
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest, Laval
450 681-2500

RIVE-SUD
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, boul. Taschereau, Greenfield Park
450 672-2720

WEST ISLAND
Mercedes-Benz West Island
4525, boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux
514 620-5900

BOUCHERVILLE
Duval Mercedes-Benz
1530, rue Ampère, Boucherville
450 449-0222

BLAINVILLE
Mercedes-Benz Blainville
10000, rue du Plein-Air, Mirabel
450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2013. Véhicule illustré : berline C 300 4MATIC^{MC} 2013 équipée des ensembles Sport et Haut de gamme. PDSF national : 43 540 \$. ** Le prix total de 45 755 \$ et le versement initial incluent les frais de transport et de préparation de 2 045 \$, les frais du RDPRM de 55,49 \$, la taxe de 100 \$ sur le climatiseur et les droits de 15 \$ sur les pneus. 1 Taxes en sus. *Offre de location basée sur la berline C 300 4MATIC^{MC} 2013 équipée des ensembles Haut de gamme (2 350 \$) et Sport (1 200 \$) proposée uniquement par l'intermédiaire des Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 458 \$ par mois pendant 48 mois. Taxes applicables payables à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 43 540 \$. Taux annuel de location de 0,9 %. Obligation totale : 22 484 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km supplémentaire). Offre de financement basée sur la berline C 300 4MATIC^{MC} 2013. Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 0 % et un prix de 45 755 \$. Le paiement mensuel est de 763 \$ (avant taxes) avec un versement initial de 0 \$. Le coût de l'emprunt est de 0 \$ pour une obligation totale de 45 755 \$. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Pour connaître les détails, voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé de la région de Montréal. L'offre se termine le 31 mai 2013.

L'escouade Marteau fait baisser le prix de l'asphalte à Montréal

EXCLUSIF

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

La Ville de Montréal paye son asphalte moins cher depuis la création de l'escouade Marteau alors que le prix du bitume a pourtant presque doublé depuis six ans au Canada.

Un témoin a affirmé cette semaine devant la commission Charbonneau qu'un cartel de l'asphalte s'était mis en place dans la région de Montréal en 2000. Gilles Théberge dit que son ancien employeur, Sintra, a participé à la mise en place d'un système pour fixer le prix du bitume.

Ce système aurait permis de multiplier par cinq la marge de profit des entreprises. Le témoin a expliqué que le prix de la tonne de bitume avait été fixé en 2000 à environ 40\$ pour le secteur privé, mais à 50\$ pour la Ville de Montréal, soit 25% de plus.

Baisse de 27% en 2010

Les documents d'appels d'offres de la métropole consultés par *La Presse* démontrent que les producteurs d'asphalte ont radicalement baissé leurs prix en 2010. Cette date coïncide avec la création de l'escouade Marteau, à la fin de 2009, chargée d'enquêter sur les stratagèmes de collusion et de



PHOTO ROBERT MAILLOUX, ARCHIVES LA PRESSE

Depuis la création de l'Escouade Marteau, fin de 2009, le prix du bitume a baissé de 27%, tandis qu'il a presque doublé depuis six ans au Canada.

corruption. Plusieurs témoins ont d'ailleurs affirmé devant la commission Charbonneau que la mise sur pied de ce groupe d'enquête avait mené à la fin des divers stratagèmes de collusion en place dans la région de Montréal.

Ainsi en 2010, le prix payé par la Ville de Montréal pour chaque tonne de bitume a soudainement chuté de 27%. Pourtant, Statistique Canada rapporte que le coût de l'asphalte avait augmenté du tiers durant cette année. Les mêmes données indiquent que les prix ont augmenté de façon régulière partout au pays... sauf dans la métropole québécoise où ils ont diminué.

Ainsi, la Ville de Montréal paye aujourd'hui 63 \$ en moyenne pour chaque tonne de

bitume. Ce chiffre représente une forte baisse depuis le sommet atteint en 2009 à 86\$.

Plus d'écarts de prix

Les appels d'offres de Montréal permettent également de constater un autre changement important survenu en 2010: des écarts de prix beaucoup plus importants entre les différents producteurs d'asphalte. Les données des années 2008 et 2009 démontrent que les producteurs d'asphalte offraient des prix très similaires à la Ville de Montréal. L'écart entre leurs prix pour la dizaine d'enrobés bitumineux différents que la métropole achète variait de 1% à 8%.

Voilà, depuis 2010, les écarts de prix sont soudainement passés de 20% à plus de 80%.

Si elle devait s'avérer, l'existence d'un cartel de l'asphalte pourrait avoir coûté plusieurs millions aux Montréalais. La Ville dit acheter 63 000 tonnes de bitume chaque année pour les travaux exécutés par ses cols bleus. Impossible d'évaluer la quantité utilisée pour les chantiers confiés aux entrepreneurs en construction. «Pour ce qui est des projets de la Ville réalisés par des entreprises privées, ils ont la responsabilité d'acheter et de fournir eux-mêmes le bitume nécessaire pour réaliser les travaux», a expliqué un porte-parole municipal, Gonzalo Nunez.

«En ce qui concerne les déclarations du témoin Gilles Théberge, on ne peut pas confirmer à ce moment-ci que la Ville a acheté du bitume à un prix artificiellement gonflé, car nous devrions préalablement analyser

et comparer tous les contrats d'achats de bitume depuis l'année 2000 pour établir ce qui était le juste prix par rapport aux prix payés ou «gonflés» à cette époque», poursuit M. Nunez.

Commission Charbonneau

Le renouvellement du contrat des producteurs d'asphalte pour 2013 a récemment provoqué une controverse à l'hôtel de ville, plusieurs d'entre eux ayant été nommés devant la commission Charbonneau depuis l'automne dernier. La Ville de Montréal avait mené un sondage en ligne pour demander aux Montréalais s'ils acceptaient d'acheter du bitume à ces entreprises malgré tout. Même si les citoyens s'étaient opposés, l'administration municipale a finalement choisi d'octroyer tout de même le contrat, disant ne pas vouloir interrompre le colmatage des nids-de-poule.

En vertu du nouveau contrat d'approvisionnement en bitume, les principaux fournisseurs d'asphalte de Montréal sont Louisbourg, DJL, Pavages Chenail et Bauval. Les quatre ont fait partie du groupe qui s'est partagé le territoire de Montréal en 2000, selon le témoignage de Gilles Théberge.

ÉVOLUTION DU PRIX DE L'ASPHALTE DEPUIS 2007

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
MONTRÉAL	100	110,4	139,1	101,5	99,5	96,2	98,8
CANADA	100	112,7	113,6	149,1	162,7	182,9	186,8

Note: Statistique Canada suit l'évolution du prix du bitume à l'aide d'un indice représentant un pourcentage et non un coût à la tonne. Pour permettre une comparaison, nous avons ramené les prix de Montréal sur la même échelle. Pour les besoins de l'exercice, 100 représente le prix payé en 2007 respectivement par Montréal et au Canada. Sources: Ville de Montréal et Statistique Canada

TOURISME

Ottawa sommé d'en faire plus

MARIE-MICHÈLE SIOUI

La saison 2013 du Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) a été inaugurée sous la pluie, hier, les organisateurs lançant du même coup une pointe au gouvernement fédéral, dont l'engagement dans l'industrie touristique est considéré comme insuffisant.

«Le Canada ne fait pas du tourisme une priorité, mais il doit se rendre compte de l'importance du secteur», a déclaré l'ex-députée péquiste Louise Beaudoin, qui préside désormais le conseil d'administration du RÉMI. «Il y a des subventions de Patrimoine Canada, mais pas de programme dédié au tourisme», a renchéri Martin Roy, président-directeur général de ce regroupement, qui compte le Carnaval de Québec, Osheaga et le festival western de Saint-Tite parmi ses membres.

Si l'industrie touristique connaît une forte croissance dans le monde – l'organisation mondiale du tourisme rapporte que les arrivées de touristes internationaux ont augmenté de 4% en 2012 pour dépasser le milliard –, le Québec ne semble pas profiter de cet engouement, et c'est pourquoi le RÉMI demande l'aide du fédéral.

Moins de visiteurs

«Le nombre de touristes internationaux qui visitent le Canada est passé de 19,6 millions à 16 millions entre 2000 et 2011», a souligné Louise Beaudoin. «Il faut investir pour rendre les événements plus attrayants et augmenter la compétitivité du marché aérien», a-t-elle ajouté, en dénonçant l'absence de vols directs entre Montréal et l'Asie ou l'Amérique du Sud, une situation qui décourage les touristes voulant visiter la métropole, à son avis.

Les 26 organisations réparties dans neuf villes du Québec qui font partie du RÉMI ont des revenus autonomes, des subventions et des commandites. Au total, 41% de leurs finances constituent des revenus autonomes, 28% relèvent des commandites privées, 18% proviennent des subventions provinciales et fédérales, tandis que 6% de leurs fonds sont issus de commandites d'État.

«C'est là que les gouvernements font la différence», a affirmé Louise Beaudoin à propos de cette dernière catégorie. Québec finance actuellement les événements culturels à la hauteur de 50 millions.

LA TOUTE NOUVELLE SUBARU FORESTER 2014.

Un VUS parfaitement polyvalent qui réunit puissance, confort et économie de carburant.

Avec autant de qualités, on ne va pas tarder à en voir sur toutes les routes.



Espèce en voie d'apparition



Confiance et évolution

FORESTER 2.5i 2014

Location à partir de
289\$* /mois taxes en sus
24 MOIS

- Comptant exigé : 1 980,45\$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 2 626,55\$ (taxes incluses)

À LA LOCATION

0\$ dépôt de sécurité
 km alloués 20 000 km/année
 km excédentaires 0,10 \$/km



MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ*



Subaru est le seul constructeur à recevoir une mention «Meilleur choix sécurité» de l'IIHS pour tous ses modèles, et ce, pour une quatrième année consécutive.



FORESTER

Économie d'essence (l/100 km)^Δ
 CVT Lineartronic® | Ville 8,3 / Route 6,2
 6MT | Ville 9,5 / Route 7,0
 Indice d'octane recommandé : 87
 Données estimatives

FORESTER 2014

Japonais et plus encore!

www.quebec.concessionsubaru.ca

LACHUTE SUBARU
BROWNSBURGJOHN SCOTTI SUBARU
ANJOUSUBARU BROSSARD
BROSSARDSUBARU REPENTIGNY
REPENTIGNYJOLIETTE SUBARU
JOLIETTECONCEPT AUTOMOBILES
GRANBYSUBARU-MONTRÉAL
MONTRÉALSUBARU SAINTE-AGATHE
SAINTE-AGATHE-DES-MONTSSUBARU DES SOURCES
DOLLARD-DES-ORMEAUXSUBARU SAINTE-JULIE
SAINTE-JULIESUBARU DE LAVAL
LAVALSUBARU SAINT-HYACINTHE
SAINT-HYACINTHESUBARU RIVE-NORD
BOISBRIAND

Inscrivez votre famille au rallye. Vous pourriez gagner la toute nouvelle Forester 2014. Rendez-vous sur rallyefamille.ca et inscrivez-vous dès aujourd'hui.*

* À la location, les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont inclus. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Recyclage Québec, droit sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCCI. Δ Cote de consommation d'essence établie par Ressources Naturelles Canada de 6,2/100 km (route) pour la Forester 2.5i 2014 équipée de la transmission automatique à variation continue et dotée d'un réservoir d'essence d'une capacité de 60 litres. Les données de consommation de carburant devraient être utilisées à seule fin de comparer des véhicules. La consommation de carburant réelle variera selon les conditions routières, les habitudes de conduite et la charge du véhicule. † Une cote « Bien » constitue la meilleure cote possible aux quatre tests de collision frontale à chevauchement modéré, latérale, arrière et de capotage réalisés par l'Institut des assureurs américains (IIHS) (www.iihs.org). Pour mériter la mention « Meilleur choix sécurité 2013 », un véhicule doit obtenir la cote « Bien » aux quatre tests. ● L'inscription au concours commence le 8 avril 2013 à 00 h 00 min 01 s (HE) et se termine le 9 juin 2013, à 23 h 59 min 59 s (HE). Pour plus d'information sur ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photo(s) à titre indicatif seulement. Les spécifications techniques sont sujettes à changement sans préavis. Offres valables jusqu'au 31 mai 2013.

ACTUALITÉS

Une fois, c'est un Noir dans un gala...



**PATRICK
LAGACÉ**
CHRONIQUE

Si vous avez lu Boucar Diouf dans *La Presse* de samedi, vous avez appris que l'humoriste est bien malgré lui au centre d'une controverse lancée sur le site du Huffington Post Canada. Permettez que je récapitule.

Au gala Les Olivier, le 12 mai, l'animateur Mario Jean a personifié des humoristes québécois. Parmi eux: André Sauvé, François Massicotte et Boucar Diouf.

Pour imiter Diouf, Mario Jean portait une chemise colorée comme en porte souvent le souriant Sénégalais transplanté au Québec. Et son visage était maquillé en noir.

Ce sketch n'a pas fait bouger l'échelle de Richter de la controverse, au lendemain de sa diffusion. Il a fallu que Nydia Dauphin, blogueuse jusqu'ici inconnue, décrite que le sketch en question était raciste, le 16 mai, sur le Huffington Post Canada.

Raciste pourquoi?

Pour cause de *blackface*, jadis utilisé dans les *minstrelsy*, ces sketches américains détestables où des acteurs blancs maquillés de noir imitaient les Noirs de

façon stéréotypée, comme des êtres idiots et animés par la seule poursuite du plaisir.

Dans l'Américaine moderne, être Blanc et se peindre le visage en noir à des fins d'humour – sur scène ou ailleurs – fait donc l'objet d'une réprobation généralisée.

Mais ce que j'ai compris du *blackface* dans les *minstrelsy*, c'est qu'on y dépeignait les Noirs de façon générique. Le Blanc caricaturait le Noir tel que le Noir existait dans la tête des racistes de l'époque. L'idée étant de le cantonner dans des r les d'êtres limités, dégénérés, idiots.

Bref, rien à voir avec le sketch de Mario Jean.

Quand la chroniqueuse du journal *Métro* Judith Lussier a pondu une défense du sketch et exprimé sa consternation devant la chronique de M^{me} Dauphin, la terre a trembl  sous les médias sociaux, en anglais et en français, au Québec et ailleurs au pays.

Judith a donné la parole à Boucar Diouf: « Moi, je viens d'une famille métissée, et je trouve ça gênant pour mes beaux-parents de Matane qui se font traiter de racistes.

Personnellement, je n'avais jamais entendu parler de  a, le *blackface*, et je ne me reconnais pas du tout là-dedans. Jamais la caricature de Mario Jean ne m'a offusqué. »

■ ■ ■

Cette ère mondialisée où le web ouvre des fenêtres sur les autres cultures est fantastique. Je suis pour l'ouverture des fenêtres. Mais je suis contre l'importation des contextes et des indignations, qu'on transplante bêtement d'une culture à l'autre.

C'est ce que M^{me} Dauphin a fait, à mon avis. Le *blackface* des *minstrelsy* américains parti-

Ce sketch, c'est le contraire du racisme: Diouf était célébré comme étant partie de la gang. Ce que vous ne verrez pas si vous calquez votre grille des indignations sur celles des Américains.

Je lis les pourfendeurs de Mario Jean, Boucar Diouf et Judith Lussier sur Twitter et je me demande ce que les concepteurs du gala Les Olivier auraient dû faire, dans ce sketch...

Demander   Anthony Kavanagh de remplacer Mario Jean pour l'imitation – et seulement cette imitation – de Boucar Diouf?

L'imiter sans faire d'allusion à sa négritude?

Ce sketch, c'est le contraire du racisme: Diouf était célébré comme étant partie de la gang.

cipe de la tragique histoire des Noirs américains. Sa signification, et le tabou qu'il incarne, sont bien connus là-bas.

Peut-on dire la même chose du *blackface* dans un contexte québécois? Pas sûr. Pas du tout. C'est pourquoi Boucar a dit à la journaliste qu'il n'avait jamais entendu parler de la pratique. Il n'est pas le seul.

Le sketch de Mario Jean ne mettait pas en scène une version fantasmée d'un Noir idiot, essence du *blackface*. Il parodiait Boucar en tant que Diouf, pas en tant que Black générique.

Ou ne pas imiter Boucar dans ce sketch, sous prétexte qu'il est « insensible » d'imiter un Noir?

Dans les trois cas, c' ut été absurde, pour ne pas dire raciste.

■ ■ ■

Notre racisme existe. Il est ailleurs.

Notre racisme s'exprime entre autres dans le taux de chômage plus élevé des minorités du Québec – même à diplôme égal –, comparative-ment à la moyenne des ours.

Le soldat espion Delisle Les services secrets canadiens savaient, mais n'ont pas informé la GRC

OTTAWA – Les services secrets canadiens ont observé clandestinement un officier de la marine qui a transmis des informations secrètes à la Russie pendant des mois, mais sans en informer la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Il s'agit d'une opération qui n'était pas connue à ce jour, et qui soulève des questions quant à savoir si Jeffrey Delisle aurait pu être arrêté plus tôt.

La Presse Canadienne a appris que le Federal Bureau of Investigation des  tats-Unis (FBI) a avis  le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) des activités illicites que menait le soldat Delisle pour le compte de Moscou bien avant que la GRC ne commence son enquête, en décembre 2011. Les policiers fédéraux l'ont arrêté le mois suivant.

Le SCRS avait décidé de ne pas

transmettre à la GRC son volumineux dossier sur Delisle. Dans un revirement bizarre, c'est finalement le FBI, plutôt que le SCRS, qui a envoyé une lettre à la GRC pour l'informer qu'un militaire canadien revendait aux Russes de l'information sensible, y compris des renseignements classifiés aux  tats-Unis.

La GRC a dû entreprendre sa propre enquête sur Delisle à partir de presque rien. Le délai a inquiété et frustr  Washington

parce qu'une importante quantité de secrets continuaient à être dévoilés par le militaire.

Jeffrey Delisle a été arrêté le 13 janvier 2012. Il a plaidé coupable et a été condamné à une peine de 20 ans de prison au mois de février dernier. Pendant quatre ans, il avait remis des documents secrets à la Russie en échange d'une somme évaluée à plus de 110 000 \$.

– La Presse Canadienne

L' V NEMENT

LINCOLN

DU PRINTEMPS

Attire les regards, sans vouloir l'attention.



LA TOUTE NOUVELLE
MKZ ou MKZ HYBRIDE 2013

LOUEZ POUR A
398 \$ PAR MOIS **2,99 %** TAUX ANNUEL⁺⁺

pour un terme de 48 mois moyennant un acompte de 6 399 \$. Frais de transport et taxe sur le climatiseur inclus. Taxes en sus. Aucun dépôt de garantie¹. Package 100A et 200A

OBTENEZ LE PROGRAMME PROTECTION-ENTRETIEN

**LINCOLN⁺⁺ SANS FRAIS
SUPPLÉMENTAIRES**

  L'ACHAT OU   LA LOCATION D'UN NOUVEAU MODÈLE
LINCOLN 2013 POUR UNE DURÉE LIMITÉE

Obtenez la protection de 4 ans ou 80 000 km couvrant tous les services d'entretien périodique requis, plus 7 pièces d'usure, conformément au Manuel du propriétaire :

- Plaquettes et garnitures de freins
- Amortisseurs
- Bougies
- Rotors de freins
- Essuie-glaces
- Ampoules non DEL
- Courroies, durites et brides de fixation

LincolnCanada.com



VOICI
**LA COMPAGNIE
AUTOMOBILE LINCOLN**

Les véhicules illustrés peuvent être dotés d'équipements offerts en option. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Ces offres sont d'une durée limitée. Ces offres s'adressent à des particuliers admissibles uniquement, sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains clients pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Ces offres excluent les frais d'immatriculation, les assurances, le plein de carburant, l'inscription au ROPRM (pour les véhicules loués ou financés), les droits spécifiques sur les pneus neufs, la TPS et le TVQ, les frais pour insuffisance de provision (le cas échéant), l'usure excessive et les frais de retard de paiement. Tous les prix sont appliqués à partir du prix de détail suggéré par le constructeur (PDS). Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Lincoln, ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Lincoln au 1 800 387-9333. ⁺⁺ Jusqu'au 31 mai 2013, louez une Lincoln MKZ 2013 neuve (100A) ou une MKZ hybride 2013 neuve (200A) et obtenez un taux de financement annuel de 2,99 % pour un terme maximal de 48 mois sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains clients peuvent ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Par exemple : louez une MKZ 2013 (100A) ou une MKZ 2013 hybride (200A) d'une valeur de 40 050 \$ (incluant des frais de transport et taxe sur le climatiseur de 1 700 \$) au taux de financement annuel de 2,99 % pour un terme maximal de 48 mois, moyennant un acompte de 6 399 \$ ou l'échange d'un véhicule d'une valeur équivalente, pour une mensualité de 398 \$; l'obligation locative totale sera de 25 503 \$ et la valeur de rachat optionnelle est de 17 622 \$. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix de financement à la location, après déduction de tout rajustement de prix. Certaines conditions et une limite de 20 000 kilomètres par année sur une période de 48 mois s'appliquent. Un coté de 0,15 \$ par kilomètre, plus les taxes applicables, s'applique au-delà de la limite permise. Tous les prix sont basés sur le PDS (prix de détail suggéré par le constructeur). ¹ Jusqu'au 30 juin 2013, aucun dépôt de garantie n'est requis à la location d'un véhicule Lincoln 2013 neuf (location Tapis Rouge, sur approbation du crédit par Crédit Ford). Un dépôt de garantie pourrait être exigé par Crédit Ford selon les termes et conditions du crédit du client. ² Du 15 au 31 mai 2013 (la période de l'offre), obtenez le Programme Protection-Entretien Lincoln (PEEL) sans frais supplémentaires à l'achat ou à la location d'un modèle Lincoln 2013 neuf chez les concessionnaires Lincoln participants. Le PEEL comprend tous les services d'entretien périodique (conformément au Manuel du propriétaire de chaque véhicule) pour une durée de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité, (le « terme »); plus 7 pièces d'usure (les plaquettes et garnitures de freins, les rotors de freins, les courroies, durites et brides de fixation, les ampoules – excluant les ampoules à DEL et les ampoules pour phares avant –, les amortisseurs, les bougies et les essuie-glaces), pour un terme identique, qui doivent être remplacés d  à l'usure normale ou à une défaillance. Limite de 10 services d'entretien périodique durant le terme, sur la base d'un interval de 6 mois/8 000 km. Le terme r sidual de l'offre PEEL est transférable moyennant des frais en cas de revente du véhicule. L'offre peut être combinée à la plupart des offres aux consommateurs faites par Ford du Canada Limitée, soit au moment de la commande à l'usine (le véhicule doit être commandé durant la période de l'offre), soit au moment de la livraison, mais non les deux. L'offre ne peut être reportée. Cette offre ne peut être combinée à l'assistance-compétitivité des prix, à la réduction de prix aux gouvernements, aux primes pour la location quotidienne, au programme d'encouragement aux modifications commerciales. Consultez votre concessionnaire pour de plus amples détails.   2013 Ford du Canada Limitée. Tous droits réservés.

ACTUALITÉS

Boom des intoxications aux pesticides

MARIE ALLARD

Les cas d'exposition aux pesticides traités annuellement par le Centre antipoison du Québec ont plus que doublé. Un total de 1761 cas de contact avec des antimites, fongicides, herbicides, insectifuges ou insecticides ont été rapportés en 2010, contre seulement 868 en 2008.

Du lot, 99 étaient des accidents de travail en lien avec des pesticides. Encore là, il s'agit d'une forte augmentation par rapport aux 23 accidents de travail déplorés en 2008 (le Centre antipoison tient des statistiques bisannuelles).

« Nous ne traitons que des expositions aiguës, a dit à *La Presse* Anne Letarte, conseillère en soins infirmiers au Centre antipoison. Pas les cas de travailleurs qui sont en contact avec les pesticides pendant plusieurs mois, comme ceux qui font les traitements de pelouses. »

Ce boom des expositions aux pesticides n'a pu être expliqué par M^{me} Letarte. « Je

ne pense pas qu'il y ait eu de changement dans notre façon de traiter les appels », a-t-elle indiqué.

Il se vend beaucoup de pesticides au Québec: 3,983 millions de kg d'ingrédients actifs en 2009, un chiffre toutefois en baisse de 4,5 % par rapport à l'année précédente. Mais les ventes de pesticides agricoles ne chutent pas: elles ont plutôt augmenté de 1,3 % entre 2008 et 2009.

Plusieurs pesticides ont été identifiés comme potentiellement cancérigènes, ou ayant des effets sur la reproduction, le développement, les systèmes immunitaire et endocrinien.

Or, « si vous me demandez si les producteurs agricoles se protègent suffisamment lors de l'utilisation de pesticides, je vous répondrai rapidement non », a indiqué Onil Samuel, conseiller scientifique santé et environnement à l'Institut national de

santé publique du Québec (INSPQ).

À court terme, les pesticides sont de moins en moins toxiques de façon sévère, si bien que les travailleurs agricoles nient le danger. « Les effets suspectés des pesticides sur la santé sont plus à long terme, a dit M. Samuel, qui donne des conférences à ce sujet aux agriculteurs. Ils ne sont ni visibles ni évidents, ce qui amène moins les gens à se protéger. »

Plusieurs pesticides ont été identifiés comme potentiellement cancérigènes, ou ayant des effets sur la reproduction, le développement, les systèmes immunitaire et endocrinien. Exemple: le risque de développer la maladie de Parkinson semble

« augmenter avec la durée de l'exposition aux pesticides », a illustré M. Samuel. La France a d'ailleurs reconnu le Parkinson comme maladie professionnelle des agriculteurs en mai 2012, établissant un lien de causalité avec l'usage des pesticides.

Et notamment, la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) n'a noté aucun cas de lésion professionnelle ayant comme « agent causal » un pesticide en 2012. Aucun cas non plus en 2011, 2010 et 2009, a indiqué Hélène Simard, porte-parole de la CSST. « Tous les travailleurs agricoles ne sont pas nécessairement inscrits à la CSST », a-t-elle précisé.

Le glyphosate réévalué

Les études inquiétantes associant le glyphosate – herbicide le plus vendu au monde, Québec compris – à divers problèmes de santé se multiplient particulièrement. « Il va falloir que les organismes qui font l'homologation des pesticides regardent comme il faut

ces données incriminantes, au lieu de les retirer uniquement pour des raisons méthodologiques, a estimé M. Samuel. Il faut exiger de nouvelles études pour tirer au clair les inquiétudes soulevées. »

Santé Canada réévalue présentement le glyphosate, pour déterminer s'il continue « à respecter les normes scientifiques modernes » et peut toujours être homologué au Canada. « La réévaluation devrait prendre fin en 2014 », a indiqué Sean Upton, agent des relations avec les médias de Santé Canada.

Ce ministère fédéral « examine des études toxicologiques pour évaluer la possibilité de divers effets, notamment sur la reproduction et le développement, le système endocrinien, le système nerveux et pour évaluer le potentiel cancérigène », a précisé M. Upton. Au besoin, « Santé Canada prendra des mesures réglementaires à n'importe quel moment » pour protéger la santé humaine et l'environnement, a-t-il assuré.

LOUEZ LE RETOUR
DU PRINTEMPS.
LOUEZ UNE HONDA.

LOCATION
AUX DEUX
SEMAINES

maintenant
disponible

sur certains modèles



FIT DX 2013

EN LOCATION

77\$*

Aux deux semaines pendant 60 mois

1 495 \$ acompte | 24 000 km / année
Transport et préparation inclus
Commandez la vôtre dès maintenant



SOUS-COMPACTE

CIVIC DX 2013

EN LOCATION

82\$*

Aux deux semaines pendant 60 mois

995 \$ acompte | 24 000 km / année
Transport et préparation inclus



Melior choix sécuritaires
PETITES VOITURES



CR-V LX 2013

EN LOCATION

129\$*

Aux deux semaines pendant 60 mois

1 395 \$ acompte | 24 000 km / année
Transport et préparation + taxe A/C inclus

LE VUS
LE PLUS VENDU
AU QUÉBEC*



HONDA

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE HONDA | hondaquebec.ca

REMISE
ADDITIONNELLE
DISPONIBLE AVEC
LE PROGRAMME



*L'offre de location-bail aux deux semaines pour une période de 60 mois pour un total de 130 paiements est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur la Fit DX manuelle 2013 neuve/la Civic berline DX manuelle 2013 neuve/le CR-V LX 2 roues motrices 2013 neuf (modèle GE8C2DEX/FB2E2DEX/RM3H30ES). Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 495 \$/1 495 \$/1 740 \$ inclus et taxe sur le climatiseur de 100 \$ incluse (tous les modèles). Prix à l'achat pour ce véhicule (PDSF): 16 075 \$/16 935 \$/27 730 \$. Transport, préparation et taxe sur le climatiseur inclus (tous les modèles). Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le constructeur et valides sur les véhicules en inventaire. Photos à titre indicatif seulement. *En 2012, selon l'AAAC. *Une initiative de l'AQIPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Pour plus d'information, visitez le www.faitesdelair.org.

Abeilles
empoisonnées
Les apiculteurs
se mobilisent

CHARLES CÔTÉ

Les apiculteurs du Québec demandent le bannissement des néonicotinoïdes, une classe de pesticides nuisibles aux abeilles. Ils ont adopté une résolution en ce sens la semaine dernière.

La Fédération des apiculteurs a adressé cette demande à l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA), l'organisme fédéral de surveillance des pesticides.

« L'utilisation actuelle des néonicotinoïdes en grandes cultures est nocive pour les pollinisateurs, crée des problèmes environnementaux dont l'importance outrepassa largement les éventuels bénéfices », affirme la fédération dans sa résolution.

« Nous avons écrit à l'ARLA et nous serons en contact avec nos collègues de l'Ontario à ce sujet », a affirmé Jean-Pierre Chapleau, porte-parole de la Fédération des apiculteurs du Québec.

Mis au point dans les années 80, les néonicotinoïdes forment aujourd'hui la classe la plus employée d'insecticides. Ils sont appliqués comme enrobage sur les semences afin de conserver une protection tout au long de la vie de la plante. Ils s'inspirent de l'effet de la nicotine, un insecticide naturel développé par le tabac.

Pratiquement tout le maïs et plus de la moitié des graines de soya employés au Québec sont enrobés d'une sorte de néonicotinoïde.

C'est au moment des semis que la nocivité des « néonics » est la plus patente. Les semoirs pneumatiques utilisés par les agriculteurs répandent de la poussière contaminée. Ce phénomène imprévu au moment de la mise en marché des pesticides est maintenant reconnu par les scientifiques et les autorités.

5000 ruches décimées

L'an dernier, en Ontario, 5000 ruches ont été décimées au printemps et des analyses ont permis de constater que les abeilles étaient contaminées aux néonicotinoïdes. Le phénomène ne semble pas s'être reproduit cette année.

Cependant, les apiculteurs craignent aussi une toxicité chronique de ces produits, au-delà de la période des semis. Ils contestent aussi l'efficacité des substances à augmenter les rendements des cultures.

Les « néonics » ne sont qu'une des nombreuses menaces qui pèsent sur les abeilles, dont dépend plus du tiers de la production alimentaire mondiale.

De son côté, l'industrie agrochimique nie la nocivité de ses produits pour les abeilles, mais travaille en même temps à des solutions pour diminuer la production de poussière au moment des semis. Les principaux fabricants de néonicotinoïdes sont Syngenta et Bayer.

SOVERAINETÉ DU QUÉBEC

Le PQ n'est pas la seule voie, dit Landry

MARIE-MICHÈLE SIOUI

L'indépendance du Québec ne passe plus nécessairement par le Parti québécois (PQ), mais plutôt par la collaboration entre les militants souverainistes, a déclaré hier l'ex-premier ministre du Québec Bernard Landry, en marge du congrès de la Convergence nationale.

« Ça passe par la solidarité de tous ces millions d'indépendantistes qui, à travers un parti ou un autre, feront avancer cette cause », a déclaré l'ancien chef péquiste au sujet de la souveraineté. Quand on lui a demandé si le PQ était le seul parti apte à mener le Québec vers l'indépendance, il a répondu qu'il était « évident » que non. « Il y a d'autres partis indépendantistes que le PQ. Ce qui compte, c'est qu'il y ait une convergence pour que les indépendantistes se soutiennent les uns les autres sur la mission fondamentale: l'indépendance. Pour le reste, chacun son orientation », a-t-il dit.

Tout de même, celui qui se définit comme un « militant bénévole ardent » n'a pas manqué de souligner que la première ministre actuelle, Pauline Marois, est une indépendantiste, et que le peuple québécois a choisi d'élire un gouvernement péquiste.

Envoyé sur place, le ministre délégué au Tourisme, Pascal Bérubé, a limité ses commentaires à des phrases fort prudentes. « C'est un ancien premier ministre qui a évo-

qué d'ouverture », a-t-il ajouté. L'attachée de presse de Pauline Marois n'a pas rappelé *La Presse*, hier.

Virage historique

Après un discours fougueux devant quelques centaines de souverainistes réunis à l'appel du Nouveau Mouvement pour le Québec (NMQ), Bernard Landry a évoqué un virage historique. À son avis, l'idée de réunir les indépendantistes de divers horizons politiques afin

dans une envolée lyrique qui a confirmé ses talents d'orateur. « Ce sera mieux pour nous et pour l'humanité d'aller travailler au concert des nations. Ce n'est plus juste du nationalisme, c'est du civisme mondial et national. »

Pour obtenir le statut de pays et concrétiser la vision de Bernard Landry, qui souhaite voir flotter le drapeau du Québec sur les rives de l'East River, près du siège des Nations unies à New York, la Convergence nationale y est allée d'une série de propositions sur la mobilisation du mouvement souverainiste.

Les participants au congrès ont notamment appuyé l'idée de réaliser une étude « sur les scénarios possibles de primaires souverainistes et d'ententes électorales », un document qui serait ensuite remis aux partis souverainistes. La mise sur pied d'un consortium non partisan « souhaitant travailler à la convergence électorale des partis indépendantistes » a également été proposée, ce qui n'est pas sans rappeler les intentions des

organiseurs de la Convergence nationale, qui souhaitaient avant tout réunir « la famille indépendantiste autour de la même table », pour reprendre les mots de Jocelyn Desjardins, porte-parole du NMQ.

Certes, le co-porte-parole de Québec solidaire, André Fontecilla, le chef d'Option nationale, Jean-Martin Aussant, et le péquiste Pascal Bérubé ont partagé la scène pendant un moment. Mais leurs positions sur divers enjeux ne s'en trouvent pas moins divergentes.

Québec solidaire a fermé la porte aux ententes électorales le 5 mai, une décision qu'Option nationale a perçue comme un désaveu de valeurs souverainistes des solidaires.

Le Parti québécois s'oppose quant à lui à une réforme du mode de scrutin pour le rendre proportionnel. « Ceux qui font la promotion de la proportionnelle sont ceux qui reçoivent le moins d'appuis populaires. Ça ne doit pas être un moyen de faire augmenter les appuis », a déclaré Pascal Bérubé à cet effet.

« La souveraineté, ça passe par la solidarité de tous ces millions d'indépendantistes qui, à travers un parti ou un autre, feront avancer cette cause. » — Bernard Landry

qué cela, donc je vais laisser la première ministre actuelle répondre », s'est borné à dire M. Bérubé, qui a admis avoir choisi de se rendre au congrès à la dernière minute. « Le PQ a tout ce qu'il faut pour accueillir les souverainistes de toutes les tendances, on a beaucoup

de concevoir une stratégie et une plateforme communes pour la prochaine élection « rend un grand service à la population ».

« Un pays qui veut être libre a le devoir de l'être. Notre place n'est pas au Conseil de la fédération. Elle est aux Nations unies », a-t-il lancé à la foule,

Projet Montréal a Coderre à l'œil

PHILIPPE TESCEIRA-LESSARD

Même si les mots « Équipe Richard Bergeron » avaient officiellement été ajoutés au nom « Projet Montréal » quelques heures plus tôt, c'est un employé de la formation politique qui s'est sali les mains pour attaquer Denis Coderre et Louise Harel, hier après-midi.

Raymond Guardia, embauché l'an dernier comme directeur de campagne par le parti, a durement attaqué les adversaires de son patron lors de la conclusion du congrès de la formation politique. Richard Bergeron a préféré vanter les qualités de son équipe.

Le « défi de Denis Coderre, c'est de cacher le vrai Denis Coderre », a fait valoir M. Guardia. Il a laissé entendre qu'il avait été « pleinement actif dans le scandale des commandites » et qu'il s'était fait écarter du cabinet fédéral pour cette raison.

M. Guardia, ancien employé politique du Nouveau Parti démocratique, a notamment rappelé que le haut gradé libéral Benoît Corbeil avait affirmé avoir reçu une enveloppe brune contenant 5000\$, destinée à la campagne de M. Coderre.

« S'il y a un scandale, Denis Coderre ne doit pas être trop loin de la table d'honneur », a-t-il affirmé.

Quant à Vision Montréal, il s'agit d'un parti endetté et promis à la défaite, a-t-il indiqué. « C'est impossible d'imaginer un scénario qui porterait Louise Harel à la mairie », a souligné M. Guardia. Il a ajouté qu'elle est extrêmement impopulaire dans les quartiers multiculturels et dans les villes nouvellement fusionnées.

Sortie légitime

Interrogé par la suite, le chef de Projet Montréal a assuré qu'il endosse totalement les propos de son employé. Il ne voit pas de problème à ce qu'il s'exprime publiquement.

« Il faut que la population sache la vérité sur le personnage de Denis Coderre, a-t-il affirmé. Je suis très satisfait de l'allocation qu'a faite le directeur de la campagne. [...] J'ai beaucoup apprécié. »

Quelques heures plus tôt, les militants de Projet Montréal avaient accepté de modifier le nom de leur parti pour « Projet Montréal – Équipe Richard Bergeron ». L'organisation suit ainsi les traces de l'Équipe Denis Coderre pour Montréal, le parti de l'actuel député fédéral de Bourassa. Il assure toutefois qu'il avait prévu le changement avant.

Le changement servira surtout à permettre aux électeurs de mieux reconnaître la formation politique une fois dans l'isoloir. Il n'a pas rallié la totalité des militants; plusieurs y voyaient une façon de mettre le chef plutôt que l'équipe de l'avant.

Qatar Airways présente
UNE COMPÉTITION PLUS GRANDE QUE NATURE!

LES GÉANTS DE L'ART HORTICOLE SE SURPASSENT AU JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL

MOSAÏCULTURES INTERNATIONALES MONTRÉAL 2013 | **TERRE D'ESPÉANCE** du 22 juin au 29 septembre mosaicculturesinternationales.ca

MOSAÏCULTURES INTERNATIONALES DE MONTRÉAL | ESPACE POUR LA VIE JARDIN BOTANIQUE MONTRÉAL | QATAR AIRWAYS | Montréal | TOURISME Montréal | québecoriginal | Canada | eeq | UNIVERSITÉ MONTRÉAL | Presse

Aujourd'hui dans *La Presse+*

PAUSE

■ DOSSIER

Au spa avec les enfants

■ LA PÉDIATRE RÉPOND

Comment parler de drogue avec son ado?

■ À DEUX VOIX

Pour ou contre le cellulaire au primaire?

ACTUALITÉS

■ L'AFFAIRE ROB FORD

Extraits audio de l'émission de radio du maire de Toronto et de son frère

■ LANDRY, LE PQ

ET LA SOUVERAINETÉ

Notre reportage vidéo sur les déclarations de Bernard Landry au Congrès de la convergence nationale

Compte en Suisse Vaillancourt aurait fait appel à des proches

L'ex-maire Gilles Vaillancourt a utilisé des personnes de son entourage – notamment des mineurs – pour transférer discrètement de l'argent sale dans ses comptes en Suisse, selon TVA. Des sources policières ont confié au réseau que l'ex-maire de Laval, actuellement accusé de gangstérisme et de corruption, avait utilisé cette méthode afin d'écouler l'argent qu'il aurait illégalement accumulé au fil des ans. Selon les policiers, les sommes qu'il récoltait des firmes d'ingénierie et des entreprises de construction étaient si importantes que leur gestion devenait très complexe. « Gilles Vaillancourt et sa famille avaient beaucoup trop d'argent qui provenait des magouilles de collusion, a confié un policier à TVA. Ils n'avaient pas d'autre choix que de cacher cet argent le plus loin possible. » Jusqu'à 15 millions pourraient être dissimulés dans les comptes suisses de Gilles Vaillancourt. La Suisse est l'un des pays qui protègent presque totalement l'identité de ceux qui y ont des comptes. Les mineurs pourraient avoir été utilisés afin de ne pas attirer les soupçons des douaniers. La Suisse interdit aux étrangers de pénétrer sur son territoire avec des sommes d'argent liquide trop importantes.

— La Presse

Billets de banque Odeurs d'érable?

OTTAWA — Certains Canadiens se demandent si la Banque du Canada aurait fabriqué de nouveaux billets de banque en polymère qui dégagent une odeur de... sirop d'érable. Des douzaines de citoyens ont contacté la banque centrale depuis que les billets en polymère ont été mis en circulation. Ils demandent des informations à propos d'une prétendue zone secrète qui sentirait le sirop d'érable lorsqu'on la gratte. « J'aimerais savoir, une fois pour toutes, si les nouveaux billets sont en effet parfumés. J'ai détecté une trace d'érable en sentant le billet », affirme l'un des courriels envoyé à la Banque du Canada. « Tous les billets ont-ils une odeur qui s'apparente à l'érable? Veuillez me confirmer si c'est normal », écrit un autre citoyen. La Presse Canadienne a obtenu, en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, un an de correspondance entre des citoyens et la Banque du Canada à propos des nouveaux billets. Les noms n'ont pas été dévoilés pour conserver l'anonymat des expéditeurs. Jeremy Harrison, de la Banque du Canada, assure qu'aucune odeur n'a été ajoutée aux billets en polymère.

— La Presse Canadienne

LA GUERRE MONDIALE AUX FILLETTES



Sélection fatale

Fléau en Inde et en Chine, la sélection prénatale en fonction du sexe se pratiquerait au sein de certaines communautés immigrantes du Canada, notamment à Montréal, où une femme peut obtenir une échographie sans ordonnance médicale dans le seul but de déterminer le sexe d'un fœtus de 12 semaines.



ISABELLE HACHEY

« À cet âge-là, oui, on peut avoir une idée du sexe. »

Une clinique d'échographie privée de la Rive-Sud de Montréal.

La technicienne qui répond aux questions de sa cliente ignore que cette dernière est en fait notre collaboratrice, une jeune femme d'origine chinoise qui prétend être enceinte de 12 semaines – et qui veut s'assurer de donner naissance à un garçon.

L'objectif: vérifier s'il est possible d'obtenir une échographie dans le seul but de déterminer le sexe du fœtus à un stade précoce de la grossesse, quand il est encore facile de l'interrompre.

Dans cette clinique du boulevard Taschereau, la technicienne offre à notre collaboratrice une échographie sur-le-champ, sans exiger d'ordonnance médicale.

« Je peux essayer de vous dire le sexe du bébé, si vous voulez. C'est possible, mais on n'est pas à 100 %. On est à 70 %, explique la technicienne. Je ne peux pas décider à votre place. Tout ce que je peux vous dire, c'est que vous pouvez le faire si vous le désirez. C'est faisable. »

Notre collaboratrice décline l'offre, prétextant vouloir revenir plus tard avec sa mère. « Oui, mais vous avez encore deux semaines, prévient alors la technicienne. Après, vous ne pourrez plus vous faire avorter. »¹

Un phénomène en émergence?

« C'est grave », confie la propriétaire d'une autre clinique d'échographie privée, située dans un quartier de Montréal à forte concentration d'immigrants d'origine asiatique.

« Il y a des gens qui entrent ici et qui disent: "Je veux juste savoir le sexe." Cela arrive de plus en plus souvent, peut-être deux fois par semaine. Il y a toujours quelqu'un qui essaie. Ce qui nous protège, c'est qu'on a besoin d'une réquisition du médecin. »

Parfois, les clients insistent, ajoute-t-elle. À tel point qu'elle a dû intervenir auprès d'eux. « J'ai dit à la réceptionniste de nous appeler si elle avait des problèmes. Il y a des gens qui essaient de nous forcer, qui prétendent avoir oublié la réquisition... On refuse. Ici, on est vraiment stricts. »

Pourtant, quelques jours plus tôt, notre collaboratrice avait visité cette même clinique incognito. La réceptionniste lui avait

Mais déterminer le sexe du fœtus ne semblait pas être un problème. « À 12 semaines, vous pouvez encore avoir un avortement », lui avait murmuré la réceptionniste.

La pression du mari

« Certaines femmes me supplient. Elles veulent absolument savoir. Quand je leur demande pourquoi, elles répondent que leur mari veut connaître le sexe du bébé », dit Doreen Haddad, propriétaire de la clinique UCBaby de Pointe-Claire.

M^{me} Haddad s'en tient à la politique de cette chaîne canadienne et refuse systématiquement une échographie aux femmes qui n'ont pas encore atteint 20 semaines de grossesse. « Les femmes m'appellent à 12 ou 13 semaines. À ce stade, le bébé est tellement petit que même

entraînée à l'écart pour tenter de la convaincre de ne pas se faire avorter si elle portait une fille. « Je te demande de résister à ta famille, à ta culture et de prendre ta propre décision », l'avait-elle suppliée.

La propre fille de M^{me} Haddad a été assassinée par son conjoint en 2004. Kelly-Anne Drummond avait 24 ans. Depuis, M^{me} Haddad donne des conférences sur la violence conjugale. « Pour moi, ce n'est pas différent, explique-t-elle en entrevue. Les femmes qui m'appellent subissent des pressions. Elles sont harcelées par leur mari pour subir un avortement. C'est un abus contre les femmes. »

L'avortement sans limites

En Chine et en Inde, la sélection prénatale sur la base du sexe est illégale depuis près

« Il y a des gens qui entrent ici et qui disent: "Je veux juste savoir le sexe." Cela arrive de plus en plus souvent, peut-être deux fois par semaine. Il y a toujours quelqu'un qui essaie. » — La propriétaire d'une clinique d'échographie privée de Montréal

expliqué qu'elle devait effectivement obtenir une ordonnance avant de prendre rendez-vous pour une échographie, la journée suivante.

les médecins risquent de se tromper. »

Une semaine plus tôt, notre collaboratrice s'était présentée aux locaux de UCBaby. M^{me} Haddad l'avait

de 10 ans. C'est aussi le cas en Grande-Bretagne, terre d'accueil pour de nombreux immigrants asiatiques. Mais au Canada, rien n'interdit l'avortement sélectif des fœtus féminins.

BMW Laval
Le plaisir commence ici.

ÉVÈNEMENT DÉMONSTRATEURS

2013 BMW 328i xDrive

Taux de location: 1.9% / 48 MOIS

Versement mensuel: 419 \$* +TX

2013 BMW 320i

Taux de location: 1.9% / 48 MOIS

Versement mensuel: 399 \$* +TX

2013 BMW X3 xDrive35i

Taux de location: 1.9% / 48 MOIS

Versement mensuel: 599 \$* +TX

* Les taux de location sont ceux offerts par Services financiers BMW Canada, sous réserve de l'approbation du crédit. La limite annuelle de kilométrage est de 16,000 km. Les frais de kilométrage excédentaire peuvent varier selon le modèle. Des frais d'usure excessive peuvent s'appliquer. Frais de transport et préparation: 2095\$ en sus. Cette offre peut être modifiée sans préavis. Les informations données en concession sont prioritaires. Offre valable jusqu'à épuisement des stocks. Pas de frais de maintenance 4 ans / 80,000km.

BMW Laval
Le plaisir commence ici.

2450 boul. Chomedey (coin 440), Laval, QC, H7T 2X3
PLUS D'INFORMATION - WWW.BMWLAVAL.COM

Tél. 450.682.1212

Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal (FNEEQ-CSN)

CONVOCAZIONE À UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE

DATE: Vendredi, 31 mai 2013
HEURE: 14 h

PAVILLON: 3200 Jean-Brillant
LOCAL: B-3245

Projet d'ORDRE DU JOUR:

- Ouverture de l'assemblée et élection d'un-e président-e d'assemblée;
- Adoption de l'ordre du jour;
- Adoption du procès-verbal de l'Assemblée générale spéciale du 22 mai;
- Mot de la présidence;
- Rapport du Comité de négociation;
- Vote sur la proposition patronale de prolongation de la convention collective;
- Levée de l'assemblée.

Les frais de garderie et de stationnement seront remboursés par le Syndicat selon les barèmes en vigueur au SCCCUM.

Luc Leclerc
Luc Leclerc
Secrétaire-trésorier

C.P. 6128, Succursale Centre-ville, Montréal (Qc) H3C 3J7 3060, boul. Édouard-Montpetit, Bureau 102
Téléphone: (514) 343-7766 Télécopieur: (514) 343-5759
scccum@umontreal.ca http://www.scccum.umontreal.ca

LA GUERRE MONDIALE AUX FILLETTES

Un paradoxe pour les féministes



Le 10 mai, des militants pro-vie ont manifesté sur la colline parlementaire à Ottawa. Depuis peu, ces militants exploitent l'enjeu de l'avortement sélectif en fonction du sexe en tentant de placer les féministes devant leurs propres contradictions. Comment peuvent-elles ignorer cette discrimination extrême envers les filles au nom du droit à l'avortement en toutes circonstances?

PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

NOMBRE DE GARÇONS POUR 100 FILLES EN ONTARIO

Selon le pays d'origine de la mère

RATIO NATUREL
105 GARÇONS

MÈRE D'ORIGINE CANADIENNE

1^{er} ENFANT 105

2^e ENFANT 105

3^e ENFANT 106

MÈRE D'ORIGINE INDIENNE

1^{er} ENFANT 111

2^e ENFANT 136

3^e ENFANT 125

Source: JAMC, Avril 2012
Étude du D^r Joel G. Ray basée sur 767 000 naissances en Ontario (2002 à 2007)

Aucune règle, non plus, ne dicte le moment où le sexe du fœtus doit être identifié par échographie. Mais plusieurs médecins et hôpitaux refusent de le faire avant la 20^e semaine de gestation.

En juin 2012, une équipe d'enquête de la CBC a visité 22 cliniques d'échographie privées en Ontario et en Colombie-Britannique. Les deux tiers ont accepté de procéder à un examen avant la 20^e semaine. Cinq ont accepté de le faire aussi tôt qu'à la 14^e semaine.

« Si ce phénomène existe, c'est qu'il y a un certain nombre de cliniciens qui ferment les yeux, c'est-à-dire qu'ils n'essaient pas de comprendre », dit Cécile Rousseau, pédopsychiatre au CSSS de la Montagne. Selon elle, le personnel des cliniques d'échographie et d'avortement doit être sensibilisé à la sexo-sélection, un phénomène né du choc des nouveaux moyens technologiques et d'une préférence traditionnelle pour les garçons dans certaines cultures. « L'avortement ne devrait jamais être un geste mécanique. »

— Avec la collaboration spéciale de Rachel Lau

¹ Contactée après la visite incognito, la clinicienne a d'abord soutenu exiger une ordonnance médicale avant de procéder à l'échographie. Confrontée aux faits, elle a ensuite affirmé qu'elle ne faisait que « donner une idée » du sexe du fœtus, puisque ces tests ne sont pas fiables à 100 %.

ISABELLE HACHEY

Rajendra Kale ne s'en cache pas: il a l'âme d'un provocateur. À lui seul, ce médecin d'Ottawa a lancé le débat sur une pratique souterraine, la sexo-sélection au Canada. Ses révélations ont ouvert un nouveau chapitre du débat sur l'avortement, qui a fini par se muer en débat... sur la démocratie parlementaire aux Communes! Pas mal, comme effet boule de neige. Mais aussi provocateur soit-il, ce n'était pas ce que l'ancien rédacteur en chef du *Journal de l'Association médicale canadienne* avait prévu. Pas du tout.

Le D^r Kale a grandi à Bombay. Il connaît trop bien les ravages de la sélection prénatale en fonction du sexe en Inde. Mais quand des statistiques l'ont convaincu que des avortements sélectifs se pratiquaient aussi au Canada — souvent au sein de sa communauté d'origine —, il a été bouleversé.

« Je me suis demandé pourquoi ces immigrants, qui sont plus riches, qui ont accès à une meilleure éducation et de meilleurs services, continuaient malgré tout à avorter leurs bébés filles au Canada. »

Dans un éditorial coup-de-poing publié en janvier 2012, il a dénoncé cette pratique, dont la plupart des Canadiens n'avaient jamais entendu parler. À ses yeux, il fallait en parler, peu importe les critiques — et les conséquences.

Le médecin se basait sur une étude révélant un ratio entre les sexes qui n'a rien de naturel chez les enfants de familles canadiennes originaires de certains pays d'Asie. « Les données sont solides, insiste-t-il. Clairement, le problème existe, et je suis surpris que si peu ait été fait pour le régler. »

L'improbable féministe

Mark Warawa a bien tenté quelque chose. En mars, ce député conservateur d'arrière-ban a voulu déposer une motion aux Communes pour dénoncer la sexo-sélection. Mais il a été muselé par Stephen Harper, qui a promis de ne pas rouvrir le débat sur l'avortement au Canada.

L'affaire a déclenché une fronde sans précédent contre l'intransigeance du premier ministre dans les rangs conservateurs.

« Ma motion devait condamner la discrimination envers les filles par la sexo-sélection, dit M. Warawa. Cela aurait dû passer unanimement aux Communes! Les Nations unies ont appelé tous les pays à le faire. Nous savons maintenant que la discrimination envers les femmes commence avant même la naissance. »

Sa motion enterrée, M. Warawa assure qu'il a reçu le feu vert de son parti pour poursuivre son combat contre la sexo-sélection. Issu de l'aile droite du parti, le député

continue de se présenter en improbable porte-étendard de la lutte pour les droits des femmes aux Communes. Trop improbable, disent les sceptiques.

« Je ne veux pas questionner la sincérité de M. Warawa, dit Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec. Par contre, son initiative s'inscrit dans un ensemble de tactiques utilisées par des gens contre l'avortement pour revenir sur la situation actuelle au Canada. Ils veulent rouvrir le débat et ils trouvent tous les chemins possibles pour le faire. »

La sexo-sélection est l'un de ces chemins, emprunté avec enthousiasme par des militants pro-vie et des groupes évangélistes canadiens et américains dans le but d'embarasser les tenants du libre choix en toutes circonstances.

Un malaise évident

« Pour les féministes, la sexo-sélection pose un vrai paradoxe, constate Cécile Rousseau, pédopsychiatre au CSSS de la Montagne. D'un côté, il faut défendre à tout prix le droit à l'avortement, gagné après plusieurs batailles et encore sous attaque. D'un autre côté, il est impossible pour une féministe de défendre la sexo-sélection, c'est-à-dire l'élimination des fœtus féminins, sous prétexte qu'ils feraient de moins bons êtres humains. »

Le malaise est palpable. Rares sont les féministes au Québec qui osent dénoncer la pratique sans détour. « Réfléchir à l'avortement sexo-sélectif en ce moment même, ainsi qu'à toutes mesures d'interdiction, sert surtout à la droite canadienne et ne sert pas beaucoup les femmes », dit M^{me} Conradi.

Refuser le débat est pourtant une erreur, rétorque le D^r Kale. « La recherche médicale, avec ses nouvelles découvertes, représente un défi constant pour les éthiciens et les décideurs politiques. Vous ne pouvez pas dire: « Nous avons pris une décision à ce sujet il y a 20 ans et nous n'y reviendrons pas. » Vous devez répondre aux nouvelles informations. Dans ce cas-ci, c'est que nous sommes désormais conscients que ce problème existe au Canada. »

Le D^r Kale regrette la tournure du débat. On l'accuse d'être complice d'une droite sexiste, voire xénophobe. Les positions sont si campées que les Canadiens risquent de perdre de vue l'enjeu principal de l'avortement sélectif, craint-il.

« Les Nations unies, l'OMS et l'UNICEF ont condamné fermement la sexo-sélection. Les États membres de l'ONU se sont engagés à éliminer ce genre de discrimination. Le Canada est en décalage complet de l'opinion mondiale. Je ne suis pas sûr qu'il réalise cela. »

BOUTIQUE COURIR
votre partenaire de course

BROOKS
Pure Flow 2
Femme

À l'achat de chaussures de course à pied chez Boutique Courir, recevez gratuitement un plan d'entraînement personnalisé de 8 semaines:

Pour préparer un 5 km, 10 km, demi-marathon ou marathon **OU** Pour votre mise en forme avant de commencer à courir

En partenariat avec **CYCLIDE** www.cyclide.org

Montréal
4452, rue Saint-Denis
Métro Mont-Royal

Longueuil
1085, chemin Chambly
Près du cégep Édouard-Montpetit

Boutique de course à pied de l'année 2012 au Canada selon

www.boutiquecourir.com

IBRC.ca

Chaussures • Vêtements • Accessoires • Produits énergétiques

Légiférer ou pas?

Pour empêcher les avortements sélectifs, la profession médicale devrait attendre la 30^e semaine de grossesse avant de dévoiler le sexe du fœtus aux futurs parents. C'est la solution — controversée — du D^r Rajendra Kale, ancien rédacteur en chef du *Journal de l'Association médicale canadienne*. « Le report du dévoilement de ce renseignement est un faible prix à payer pour sauver des milliers de filles au Canada », a-t-il écrit l'an dernier en éditorial. « Le sexe du fœtus n'est pas une information médicalement pertinente, plaide-t-il en entrevue. À 30 semaines, on ne peut plus avorter, mais on a encore le temps de se préparer à l'arrivée du bébé, de peindre la chambre en rose ou en bleu. » Il s'agit d'une « solution rétrograde qui rate complètement la cible », tranche le D^r Charles Bernard, président du Collège des médecins du Québec. « Ça n'a pas de sens d'empêcher les femmes de savoir le sexe de leur enfant. On est au Québec, on n'est pas en Inde ou en Chine! » Le D^r Bernard rappelle que les femmes se sont battues longtemps pour obtenir l'information sur leur propre corps. Ce serait un recul de compter sur le « paternalisme médical » pour éviter que le patient fasse des choix contestables. — Isabelle Hachey

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

ACTUALITÉS

TRANSFERT DE PRÉSUMÉS TERRORISTES

Les escales des avions de la CIA au Canada répertoriées

MARC THIBODEAU

Tandis qu'Ottawa multiplie les démentis, les preuves s'accumulent relativement au passage en sol canadien d'appareils affrétés par la CIA pour transférer illégalement, en toute discrétion, de présumés terroristes.

Une banque de données novatrice consultée par *La Presse* indique qu'une vingtaine d'avions ayant été liés au programme américain ont fait escale au pays dans les années suivant les attentats du 11 septembre 2001, lors d'opérations jugées suspectes par un groupe de chercheurs anglais.

Au moins quatre d'entre eux effectuaient un arrêt de ravitaillement en route vers les États-Unis après avoir transféré des prisonniers – dont l'identité est aujourd'hui connue – d'un site stratégique à l'autre outre-Atlantique.

Des chercheurs des Universités Kent et Kingston, de concert avec l'organisation de défense des droits de la personne Reprieve, ont réuni et recoupé tous les renseignements accessibles relativement au programme des services de renseignements américains avant de les rendre accessibles par un moteur de recherche dévoilé il y a quelques jours.

« Il y avait beaucoup d'informations disponibles quand nous avons commencé à travailler là-dessus il y a trois ans, mais tout était dispersé. Il est rapidement devenu évident qu'il fallait tout regrouper



PHOTO SAUL LOEB, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

La banque de données du Rendition Project identifie les avions ayant été liés au programme de transfert des détenus de la CIA qui se sont posés en sol canadien dans les années suivant les attentats du 11 septembre 2001.

pour augmenter notre capacité d'analyse du programme », a expliqué en entrevue le Dr Sam Raphael, l'un des chercheurs responsables du Rendition Project.

Il est possible d'obtenir en quelques étapes simples tous les circuits de vols touchant un pays donné par l'entremise de la banque de données, accessible au www.therenditionproject.org.uk.

Dans le cas du Canada, le moteur de recherche de la base de données permet d'en identifier 27, empruntés par une vingtaine d'appareils distincts, qui sont considérés comme étant d'un grand intérêt par les chercheurs.

Dans un des cas, un avion portant le numéro d'identification N288KA, affrété par la firme Computer Sciences Corporation, a déplacé un

prisonnier, Janat Gul, de Kaboul à Bucarest en juillet 2004. L'appareil est ensuite revenu à Washington en passant par Terre-Neuve.

Un ressortissant algérien, Laid Saidi, a parallèlement été transféré d'Afghanistan en Tunisie en juin 2004 à bord de l'appareil N982RK. L'appareil a fait escale ensuite à Terre-Neuve, en route vers les États-Unis. La base de données du

Rendition Project permet d'accéder à divers documents relatifs à cette opération, incluant une facture confirmant le ravitaillement à Gander.

Un rouage important?

Alors qu'un nombre restreint de cas concernent des transferts connus et documentés, la plupart des circuits relevés sont considérés comme « suspects » ou « hautement suspects ». Cette classification signifie que les trajets utilisés et les dates des vols suggèrent qu'ils étaient liés à des transferts illégaux ou à des opérations de soutien logistique découlant du programme de la CIA.

M. Raphael estime que le nombre de circuits recensés pour le Canada indique que le pays constituait un rouage logistique important pour les services de renseignements américains.

Il espère que les autorités fédérales se saisiront de nouveau du dossier afin de faire toute la lumière à ce sujet. « Jusqu'à maintenant, la plupart des gouvernements concernés dans le monde ont maintenu un silence total sur leur rôle », déplore le chercheur anglais.

Le ministère fédéral de la Sécurité publique se borne à répéter, en utilisant la même phraséologie, qu'aucune irrégularité n'a été relevée « jusqu'à maintenant » dans ce dossier. Le gouvernement n'a pas précisé à quel moment remontaient les plus récentes vérifications.

Une enquête avait été menée par Ottawa au sujet du passage présumé d'avions de la CIA en 2005, mais les organisations de défense des droits de la personne avaient dénoncé sa superficialité en relevant que les vérifications portaient uniquement sur les plans de vol, sans aucun contrôle auprès des compagnies responsables. De nombreux détails sur le programme américain et ses victimes ont été divulgués par la suite.

LE RÔLE POTENTIEL D'OTTAWA DÉNONCÉ

NPD

Le critique du parti en matière de défense, Jack Harris, souligne que sa formation dénonce de longue date le programme de transfert de détenus américain et toute utilisation potentielle des infrastructures canadiennes dans ce cadre. L'identification dans la base de données du Rendition Project d'une série de vols suspects et d'appareils ayant fait escale au Canada après avoir transféré des détenus connus justifie des vérifications additionnelles d'Ottawa, estime l'élu. « Il faut que le gouvernement mette carte sur table à ce sujet », note M. Harris, qui promet de faire pression sur les conservateurs pour « obtenir des réponses ».

Amnistie internationale

Hilary Homes, qui s'occupe des questions de sécurité au sein d'Amnistie internationale, pense qu'Ottawa doit revenir sur le rôle potentiel du Canada dans le programme de transfert de détenus de la CIA à la lumière des renseignements aujourd'hui disponibles. Les données contenues dans la base de données du Rendition Project constituent une « preuve de plus » de la nécessité de procéder à un tel exercice, note M^{me} Homes. « On ne peut pas se contenter de dire que ces choses se sont passées il y a plusieurs années et les laisser tomber dans l'oubli », souligne-t-elle.

Human Rights Watch

Laura Pitter, qui travaille sur la question de la lutte contre le terrorisme chez Human Rights Watch, a pu interviewer en Libye trois anciens dissidents renvoyés dans leur pays par la CIA alors que Mouammar Kadhafi était toujours au pouvoir. Les hommes en question ont tous été « brutalement torturés », dit-elle. Selon le Rendition Project, l'appareil qui a procédé au transfert des détenus en question, portant le numéro d'identification N63MU, est passé en sol canadien à son retour en Amérique du Nord. M^{me} Pitter note que la plupart des pays concernés par le programme américain rechignent à explorer leurs responsabilités dans ce domaine.

Open Society

Dans un récent rapport traitant de la « globalisation » de la torture, l'Open Society Justice Initiative relève que le programme de transfert illégal de détenus de la CIA a touché au moins 136 personnes. L'organisation souligne que 54 pays, dont le Canada, ont joué un rôle direct ou indirect dans les transferts. Pratiquement aucun des « pays partenaires » n'a mené d'enquête approfondie relativement à ces pratiques, dénoncent les auteurs du rapport, qui notent que le Canada a le mérite d'avoir indemnisé l'une des victimes du programme, Maher Arar. Il avait été arrêté à New York et transféré vers la Syrie en 2002 avant d'être torturé.

Pour vos produits HONDA, une seule adresse

stbasilehonda.com  **HONDA**



Civic DX 2013

À l'achat à partir de **0,9%**

En location **82\$*** aux deux semaines pendant 60 mois

24 000 km/année
1 295\$ acompte
Transport et préparation inclus

LOCATION AUX DEUX SEMAINES
maintenant disponible sur certains modèles



Gold Wing 2013
1 500\$ DE RABAIS



Tondeuse HRS2164PDC
399\$
Préparation et transport inclus.

HONDA
Produits Mécaniques
HONDA MARINE

135, boul. Sir-Wilfrid-Laurier
Saint-Basile-le-Grand 450 461.9999

Territoires palestiniens Un plan de 4 milliards pour l'économie

Le secrétaire d'État américain John Kerry a annoncé hier un plan de 4 milliards pour relancer l'économie palestinienne lors de la clôture du Forum économique mondial, en Jordanie. Le président israélien Shimon Peres a estimé de son côté qu'il n'y avait pas de temps à perdre pour relancer le processus de paix. — AFP

Union européenne – Chine Merkel écarte toute guerre commerciale

La chancelière Angela Merkel a rejeté hier toute perspective de guerre commerciale sino-européenne en recevant pour la première fois à Berlin le premier ministre chinois Li Keqiang. Évoquant les querelles entre l'Union européenne et la Chine au sujet des panneaux solaires et des équipements de télécommunications, M^{me} Merkel a déclaré que l'Allemagne et la Chine rejetaient « le protectionnisme ». — AFP

Résultats des tirages du : 2013-05-26

LOTO QUÉBEC

Lotto-D 1 4 4 3 6 1 5 3

banco 2 4 5 9 A

01 03 05 17 19 21 24 29 31 32
34 35 37 39 42 51 60 62 66 67

Astro Jour - Mois - Année - Signe
03 MAI 79 VIERGE

Quintessence 3 700 4 1236

Triplex 04 09 13 18 19

Extra 0383439

Sprint 03 19 30 36 43

Vous pouvez acheter ces loteries en ligne.

LOTO **Québec** **649** **49** **banco** **Extra**

lotoquebec.com/enligne

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.



l'ingérence du gouvernement dans CBC/RADIO-CANADA

Notre diffuseur public doit être indépendant du gouvernement.

CBC/Radio-Canada doit pouvoir continuer à demander des comptes aux plus puissants, dont le gouvernement.

Ce rôle demeure essentiel aujourd'hui.

Le projet de loi C-60 donnerait au gouvernement le droit de veto et un mot à dire dans les décisions relatives au plus grand organisme du secteur de l'information au pays.

CBC/Radio-Canada doit pouvoir continuer à diffuser de l'information dans l'intérêt du public et non du gouvernement.

Demandez à votre député-e que toute mention de Radio-Canada soit retirée du projet de loi C-60.

**Journalistes canadiens pour la liberté
d'expression (CJFE)**

Arnold Amber, Président

La Guilde canadienne des médias (GCM)

Carmel Smyth, Présidente nationale

**Fédération professionnelle des journalistes du
Québec (FPJQ)**

Brian Myles, Président

**Syndicat des communications de Radio-Canada
(SCRC)**

Alex Levasseur, Président

L'Association Canadienne des Journalistes (CAJ)

Hugo Rodrigues, Président

**Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio
Artists (ACTRA)**

Ferne Downey, Présidente nationale

CWA/SCA Canada

Martin O'Hanlon, Directeur

Association des Professionnels et Superviseurs

Mario Poudrier, Président

**Syndicat des technicien(ne)s et artisan(e)s du
réseau français de Radio-Canada (STARF)**

Benoît Celestino, Président

**Syndicat canadien de la fonction publique,
Section locale 675**

Isabelle Doyon, Présidente



PHOTO VINCENT SOYEZ, COLLABORATION SPÉCIALE
Des employés de Rapid Realty montrent leur tatouage en présence du président et fondateur de l'agence immobilière, Anthony Lolli (au centre).

Avoir son job dans la peau

Des employés d'une agence immobilière new-yorkaise se font tatouer par loyauté... et pour un meilleur salaire



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Pendant que le tatoueur pique à l'encre noire son avant-bras gauche, Eric Rivera explique pourquoi il a décidé d'ajouter à sa collection de tatouages le logo de son nouvel employeur, Rapid Realty, une société immobilière basée à New York.

«C'est une façon d'exprimer ma loyauté, mais ça représente aussi une étape de ma vie de même qu'une grande réalisation. Je viens de loin», dit le jeune homme de 24 ans, qui avoue s'être cherché longtemps avant de suivre un cours de courtier immobilier aux frais de Rapid Realty.

Eric Rivera ne l'a pas dit, mais se faire tatouer sur le corps les deux R de Rapid Realty, c'est aussi une façon d'obtenir une augmentation de salaire d'au moins 15%. Il est le 51^e employé de l'agence immobilière (sur 800) à avoir choisi de porter ainsi la marque indélébile de son entreprise.

«J'aime tout ce que cette compagnie représente», ajoute le courtier en herbe au cours de la séance de tatouage, qui s'est déroulée dans les locaux d'un des franchisés de Rapid Realty, à Dumbo, un des quartiers préférés des hipsters de Brooklyn.

Le fait d'avoir dans la peau le logo de leur entreprise a valu aux tatoués de Rapid Realty et à leur patron de faire parler d'eux jusqu'en Australie au cours des dernières semaines.

«Ce qui rend cette histoire intéressante est le fait que nous avons ici des gens qui aiment leur boulot. La plupart des

gens n'aiment pas ce qu'ils font», dit le fondateur et PDG de Rapid Realty, Anthony Lolli, un homme rondouillet de 35 ans.

Des critiques et des éloges

N'en déplaise à Anthony Lolli, tout le monde n'est pas séduit par cette histoire de tatouages à caractère commercial.

«Je n'aurais jamais recours à cette agence immobilière», a écrit un internaute sur la page Facebook de Rapid Realty, dénonçant la «déshumanisation» des salariés de l'agence.

Mais il reste qu'Anthony Lolli et son entreprise ont des admirateurs inconditionnels parmi les tatoués de Rapid Realty. Certains d'entre eux ont même décidé de passer chez le tatoueur sans savoir qu'ils deviendraient éligibles à une augmentation de salaire. À les entendre, leur loyauté tient au climat d'entraide créé par leur patron, aux dépenses auxquelles celui-ci consent pour les former et à la possibilité qui leur est offerte de devenir franchisés.

«Il se trouve que je travaille pour l'agence immobilière la plus passionnante de New York. Et c'est ma façon de démontrer ma loyauté à l'entreprise», dit Vincent Pilgrim, un courtier de 44 ans qui a travaillé pour une autre agence new-yorkaise.

Fils d'un enseignant et d'une esthéticienne, Anthony Lolli avait 21 ans lorsqu'il a fondé Rapid Realty. Devenu franchiseur il y a trois ans, il règne aujourd'hui sur un réseau de 62 agences franchisées. Et il promet de se faire tatouer à l'ouverture de la 100^e.

«Nous ne concluons pas des transactions de plusieurs millions de dollars», raconte l'entrepreneur. «Nous sommes comme les restaurants Subway. Nous ne nous prenons pas trop au sérieux. Nous plaçons des gens dans des appartements ou des espaces commerciaux à louer. C'est aussi simple que ça.»

Un tatouage payant

L'idée de se faire tatouer le logo de Rapid Realty a d'abord surgi dans la tête d'un courtier qui venait de trouver un espace commercial à un tatoueur.

« Il se trouve que je travaille pour l'agence immobilière la plus passionnante de New York. Et c'est ma façon de démontrer ma loyauté à l'entreprise. »

— Vincent Pilgrim, courtier

Celui-ci lui a offert gratuitement de réaliser le tatouage de son choix. Le courtier a choisi le logo de son agence.

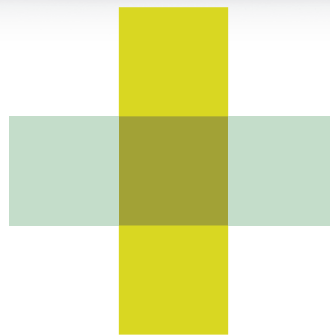
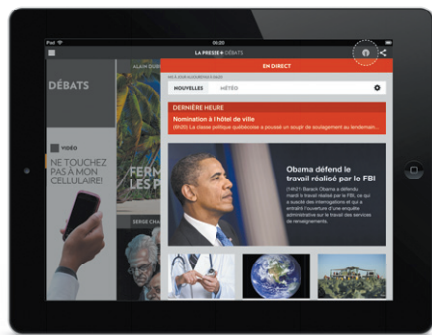
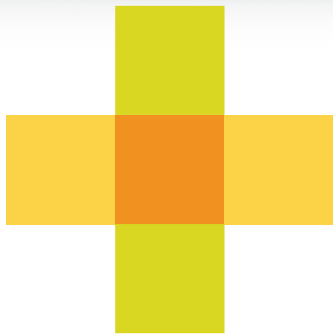
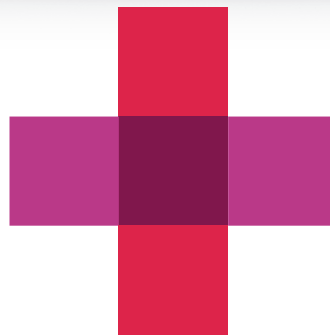
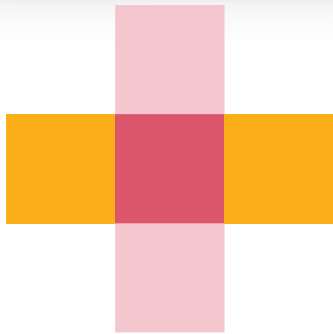
«Il m'a appelé pendant qu'il se faisait tatouer», se souvient Anthony Lolli. «Je suis allé prendre des photos et je les ai envoyées le lendemain à mes employés par courriel. Certains d'entre eux ont dit, "Hey, moi aussi, je veux un tatouage".»

Anthony Lolli a ensuite eu l'idée d'offrir un boni aux tatoués. Pour les nouveaux employés, le tatouage vaut plus qu'une augmentation de salaire de 15%. Il fait passer automatiquement et de façon permanente la commission que ceux-ci touchent sur chaque transaction de 25 à 40%.

«J'étais sur le point de signer ma première transaction quand j'ai entendu parler du tatouage», raconte Stephanie Barry, une ancienne chef cuisinière de 39 ans. «J'ai demandé à mon client d'attendre une journée, le temps de me faire tatouer. Ma commission est ainsi passée de 500 à 800\$.»

Mais ces tatoués de l'immobilier ne regretteront-ils pas un jour d'avoir sur la peau le logo indélébile d'une entreprise qu'ils apprendront peut-être à détester? David Stupar, un ancien marine de 24 ans répond à cette question en exprimant une opinion commune à plusieurs de ses collègues tatoués.

«Rapid Realty représente une partie de ma vie. Que je reste ici ou non, je me souviendrai toujours de ce chapitre de ma vie», dit-il.



LIVRÉE GRATUITEMENT TOUS LES MATINS AVANT 5H30

La Presse+ redéfinit votre façon de vous informer. Un format unique et novateur conçu pour lire vos contenus préférés sur iPad. Un contenu riche en images interactives, vidéos et galeries photos. Une expérience conviviale pour apprécier chaque moment de lecture.



Découvrez-en plus sur LaPressePlus.ca



iPad est une marque de commerce d'Apple Inc., déposée aux États-Unis et dans d'autres pays. App Store est une marque de service d'Apple Inc.

Paris s'enflamme contre le mariage gai

Une marche contre le mariage gai s'est terminée dans la violence, hier, entre casseurs et policiers

Les slogans se sont durcis et les positions, radicalisées. Des milliers de personnes ont défilé hier à Paris contre la loi sur le mariage gai, adoptée de façon définitive il y a neuf jours. Un mouvement d'opposition qui ne semble pas sur le point de mourir.



MAXIME BERGERON
PARIS

« Abrogez la loi et on partira! »

Les militants opposés au mariage gai les plus extrémistes avaient promis que ça allait « péter » hier à Paris, et ils ont livré la marchandise. Selon la police, la manifestation géante a réuni 150 000 personnes dans les rues de la capitale, tandis que les organisateurs du rassemblement parlent plutôt de 1 million de manifestants. Et le tout s'est transformé en véritable champ de bataille en fin de soirée.

Entre 400 et 500 casseurs, dont plusieurs masqués ou munis de casques, se sont violemment attaqués aux forces de l'ordre et à quelques journalistes quand la foule s'est réunie sur l'esplanade des Invalides en fin de soirée. Ils ont lancé plusieurs projectiles, dont des bouteilles, des pierres et des fumigènes.

Au moment de mettre sous presse, on dénombrait environ 200 arrestations à la suite des affrontements, qui se sont ajoutés aux 96 interpellations effectuées pendant la journée. Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a vivement dénoncé ces violences causées selon lui par des éléments de « l'extrême droite ».

La manifestation avait pourtant commencé de façon moins agitée. Des dizaines de milliers d'opposants ont défilé à partir de 14h dans quatre cortèges distincts, qui ont conflué plus tard aux Invalides. A grand renfort de slogans, les manifestants hétéroclites ont crié leur intention de se battre jusqu'au bout pour renverser la loi sur le « mariage pour tous », promulguée de façon définitive il y a neuf jours.

« Pourquoi continuer ? Parce qu'il y a des valeurs qui ont été ignorées par notre



PHOTO LAURENT CIPRIANI, ASSOCIATED PRESS

L'adoption, le 18 mai dernier, de la loi française autorisant le mariage gai n'a pas empêché les opposants de poursuivre leurs manifestations. Encore hier, des dizaines de milliers d'entre eux se sont massés dans les rues de Paris, et le tout s'est terminé par des affrontements entre policiers et casseurs, identifiés pour la plupart comme des adeptes de l'extrême droite.

gouvernement, a lancé à *La Presse* François Dufour, un Lillois qui a participé à toutes les manifestations des derniers mois. Si on ne le fait pas, les gens vont pouvoir inventer n'importe quel type de famille...»

Les autorités voulaient à tout prix éviter des débordements semblables à ceux qui ont entaché la victoire du Paris Saint-Germain il y a deux semaines, quand la fête s'est transformée en véritable émeute. Plus de 4500 policiers ont ainsi encadré de près la marche, qui s'est déroulée sans trop d'incidents jusqu'aux affrontements de fin de soirée.

Ludovine de la Rochère, présidente de la manifestation, a tenu à dissocier ces violences de la marche tenue par son organisation. Elle dénonce un « amalgame » entre les deux événements.

« Achat » d'un bébé

Si l'on se fie aux slogans écrits en grosses lettres ou scandés par la foule, la question de la filiation, beaucoup plus que celle du mariage gai, galvanise les opposants. Ils craignent que la nouvelle loi n'ouvre la porte à la procréation médicalement assistée, que plusieurs d'entre eux associent à « l'achat » d'un bébé.

« Les enfants ont le droit de grandir avec un papa et une maman, a fait valoir Anne Dalzon, venue de Tours pour manifester. Certains médias veulent faire croire qu'on est des méchants à cause de ça. Est-ce que j'ai l'air d'une méchante ? »

Il reste que la grande marche d'hier – qui aurait rassemblé jusqu'à 1 million de personnes selon ses organisateurs – a adopté un ton moins bon enfant que les précédentes. Les opposants

les plus féroces à la nouvelle loi, réunis entre autres au sein du « Printemps français », ont entraîné une certaine radicalisation du mouvement.

Le coup d'éclat de l'histoire et essayiste de l'extrême droite Dominique Venner a aussi jeté de l'huile sur le feu. L'homme de 78 ans s'est suicidé par balle mardi dernier dans la cathédrale Notre-Dame de Paris pour marquer son opposition à la loi sur le mariage gai.

Au moins un groupuscule a rendu hommage à Dominique Venner et son idéologie, à grand renfort de photos du défunt et de drapeaux.

« Le problème, c'est l'achat des bébés, la fin de la filiation, a fait valoir le sympathisant Philippe Milliau en marge du cortège. Quelque 60 000 ans d'histoire de l'*homo sapiens* et 30 000 ans d'histoire de la civilisation européenne, tout

MENACES DE REPRÉSAILLES

Les nombreuses manifestations antimariage gai des derniers mois n'ont pas permis de faire reculer le gouvernement de François Hollande. Qu'à cela ne tienne, la nébuleuse du « Printemps français » entend prendre tous les moyens nécessaires pour arriver à ses fins. Le mouvement se présente lui-même sur son site web comme « insaisissable ». Dans les faits, ce regroupement créé il y a deux mois réunit les opposants les plus radicaux au mariage gai (dont plusieurs d'extrême droite), et il promet de multiplier les coups d'éclat. Mercredi dernier, dans un communiqué, le Printemps français a menacé de cibler « le gouvernement actuel et tous ses appendices, les partis politiques de la collaboration et les lobbies où s'élaborent les programmes de l'idéologie et les organes qui la diffusent ». Des commentaires qui ont fait bondir le ministre de l'Intérieur Manuel Valls. Il envisage maintenant d'interdire le mouvement en France. Le ministre a souligné que de nombreuses personnalités françaises ont fait l'objet de menaces de mort dans les dernières semaines, ce qui milite d'autant plus pour un bannissement de ce mouvement. Même Frigide Barjot, considérée depuis le début comme l'égérie et la porte-parole du mouvement antimariage, s'est dite victime de harcèlement de la part d'éléments de l'extrême droite. Elle a refusé de participer à la manifestation d'hier et doit maintenant se promener avec des gardes du corps. — Maxime Bergeron

cela va être rasé en quelques années. C'est très, très grave.»

La radicalisation du débat s'est par ailleurs transportée dans les médias sociaux hier après-midi.

Sur Twitter, le mot-clic #UnMondesansGays a entraîné la publication de nombreux commentaires homophobes, suivie d'une réaction tout aussi virulente des sympathisants à la cause gay.

Malgré la grogne qui ne se calme pas, la loi promulguée officiellement le 18 mai dernier se traduira par des premiers mariages homosexuels dès cette semaine. La première union doit être célébrée mercredi à Montpellier entre le militant gai Vincent Autin et son conjoint des sept dernières années.

CONDUITE EXALTANTE.
OFFRE RENVERSANTE.

298\$
/MOIS
LOCATION 30 MOIS

4000\$ DE RABAIS
INCLUS

TAUX DE
LOCATION **0,9%**

ACOMPTÉ REQUIS DE 5998\$



INCLUANT DE SÉRIE

- INTÉRIEUR GARNI DE CUIR
- MOTEUR V6 VTEC™ DÉVELOPPANT 280 CH.
- TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE AVEC DISPOSITIF D'INCLINAISON
- ROUES DE 17 PO EN ALLIAGE D'ALUMINIUM



ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey, Laval
450 682-4050

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie, Blainville
450 435-4455

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau, Brossard
450 659-1616

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O., Montréal
514 340-1344

ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain, Saint-Léonard
514 362-2872

ACURA SAINTE-JULIE
1933, boul. Armand-Frappier, Sainte-Julie
450 922-1222

* Offre d'une durée limitée du 1er mai au 31 mai 2013 applicable à la location pour usage personnel seulement d'un modèle neuf Acura TL 2013 (UABF2D), par le biais de Services Financiers Acura sur approbation de crédit. Taux de location de 0,9 % sur 30 mois. L'offre de location pour une période de 30 mois est faite par Services Financiers Acura, sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 30 mois s'élève à 298 \$ moyennant un acompte initial de 5 998 \$. Le rabais de 4 000 \$ est déduit du prix de vente et est inclus dans les paiements mensuels de location. Le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0,5 sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les frais de transport, de préparation ainsi que la taxe sur le climatiseur sont inclus. Les taxes, frais d'immatriculation et d'assurance sont en sus. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 50 000 km pour 30 mois au taux de 0,15 \$/km. Les offres se terminent le 31 mai 2013 et sont sujettes à changement ou annulation sans préavis. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Le concessionnaire peut avoir à commander ou à échanger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Certaines conditions s'appliquent. Jusqu'à épuisement des stocks. Photo à titre d'illustration uniquement. Visitez acura.ca ou votre concessionnaire Acura pour tous les détails. © 2013 Acura, une division de Honda Canada.

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

La banque de Babel



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

Les deux partis d'opposition à l'Assemblée nationale ont fait savoir vendredi qu'ils voteront contre le projet de loi 36 créant la Banque de développement économique du Québec (BDEQ). Cette décision du Parti libéral du Québec et de la Coalition avenir Québec sonne le glas d'un des engagements électoraux importants du Parti québécois. Mais, quoi qu'en dise le ministre responsable, Elaine Zakaïb, il ne s'agissait pas d'une journée triste pour le développement économique; les seuls perdants sont les politiciens et les bureaucrates souffrant de structuration chronique.

La Banque de développement économique du Québec devait regrouper Investissement Québec (500 employés) et les services d'aide aux entreprises jusqu'ici offerts par le ministère des Finances (200 employés). Le gouvernement souhaitait créer ainsi un « guichet unique » pour les entrepreneurs à la recherche de soutien et de financement. Malheureusement, cette bonne intention a accouché d'une organisation obèse et complexe. « Une tour de Babel », selon le libéral Sam Hamad.

Le mandat confié à la BDEQ aurait été excessivement vaste: appui à la création et à la croissance des entreprises, conception de stratégies économiques régionales, aide aux exportations, assistance à l'économie sociale, exploitation des ressources minérales, développement des technologies vertes, attraction des investissements étrangers... La Banque aurait compté trois filiales, deux conseils d'administration et

un président-directeur général. Une structure « complexe et ingouvernable », selon l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques. Sur le terrain, elle aurait dû coordonner ses actions avec les 120 conseils locaux de développement (plus de 1000 employés) selon des modalités à définir. Guichet unique, vraiment?

La création de la BDEQ ne répondait pas à une demande des principaux concernés, les dirigeants des PME. Ce que ceux-ci réclament depuis des années au gouvernement du Québec, c'est qu'on réduise leur fardeau fiscal et réglementaire. Quel que soit le parti au pouvoir, Québec s'acharne plutôt à dessiner

La Banque de développement économique du Québec aurait eu un mandat trop vaste et une structure ingouvernable.

des organigrammes et à créer de nouveaux programmes: Investissement Québec, « super SGF », Financière du Québec, fin de la « super SGF », fin de la Financière, fusion d'Investissement Québec et de la SGF, Banque de développement... Les guichets changent et se multiplient.

Selon la compilation du journaliste Pierre Duhamel, de 2000 à 2009, le gouvernement du Québec a versé aux entreprises 6,1 milliards en subventions, presque trois fois la somme versée par l'Ontario. Pourtant, le Québec traîne toujours de la patte en matière d'investissements privés et de création d'entreprises. Compte tenu de ce résultat, élus et fonctionnaires devraient cesser de jouer aux apprentis sorciers et donner plus d'air aux entrepreneurs.

RÉPLIQUE

Des sources primaires

FRÉDÉRIC BASTIEN
 Historien, l'auteur réplique à l'opinion de Louis Massicotte intitulée *Une lecture erronée*, qui a été publiée le 13 mai.

Dans son texte, Louis Massicotte m'a accusé de fausser les bases documentaires sur lesquelles repose mon livre *La Bataille de Londres*. Au fil des années, j'ai pourtant examiné des milliers de documents inédits sur le rapatriement. Pour le politologue, ce labeur est superflu. « Point n'est besoin... des archives de l'Ennemi » écrit-il. À l'aide d'un examen rapide des journaux de l'époque et en utilisant un livre de Gil Rémillard, il vilipende mon travail.

C'est ainsi que j'aurais mal compris la première d'au moins cinq violations du principe de séparation des pouvoirs par Bora Laskin, alors juge en chef de la Cour suprême. Le 26 mars 1981, le premier magistrat déclare à une source fédérale que la Cour suprême entendrait une demande d'appel du Manitoba le 28 avril. Debouté devant ses tribunaux, le gouvernement manitobain espérait contester devant la plus haute cour du pays la démarche constitutionnelle du gouvernement Trudeau.

Le juge Laskin confie également qu'il espère faire en sorte que la Cour suprême tranche l'affaire avant la fin de la procédure parlementaire en Grande-Bretagne. Le confident du juge en chef rapporte aussitôt l'information au haut-commissaire britannique à Ottawa, John Ford, lequel envoie un message urgent et confidentiel à Londres.

Pour M. Massicotte, ce scoop n'en est pas un, car la Cour suprême aurait informé les

procureurs fédéraux de cette affaire le ou vers le 26 mars et le tout a été rapporté dans les médias au cours des jours qui ont suivi. D'abord, il s'agit bel et bien d'une fuite puisque le ministre britannique Francis Pym en a fait lui-même l'annonce au ministre de la Justice Jean Chrétien lors d'une visite de ce dernier à Londres à la même époque. M. Chrétien a été pris complètement par surprise d'apprendre cette nouvelle de la bouche d'un ministre anglais.

La révélation capitale n'est pas celle de la date du 28 avril, mais bien le fait que le juge en chef comptait faire aboutir le processus avant que le Parlement britannique ne termine sa procédure de modification de la constitution canadienne. Pour le gouvernement de Sa Majesté, il n'était pas question de forcer l'adoption d'une résolution constitutionnelle qui était contestée devant les tribunaux canadiens.

Le juge en chef était à l'évidence au courant de cette situation et a tenté de rassurer Londres. Son tribunal agirait promptement, soit avant que Westminster n'ait à donner l'accord final.

Cette confiance était renforcée par le fait que, quelques mois plus tôt, le juge Willard Estey avait indiqué à John Ford que la Cour suprême aurait besoin de deux mois pour trancher cette question, soit un délai court.

Tout cela échappe à mon détracteur. À l'instar de certains politologues, Louis Massicotte écrit l'histoire avec des sources secondaires: livres des autres sans le moindre document inédit et articles de journalistes. Pour ma part, j'écris l'histoire à l'aide des sources primaires.

QUE CONTIENDRA LA CHARTE DES VALEURS QUÉBÉCOISES ?

LES SIGNES RELIGIEUX SERONT TOLÉRÉS QUAND ON SE COGNE UN ORTEÏL.



L'ÉGALITÉ HOMME-FEMME SERA ABSOLUE.



LE VOÏLE SERA INTERDIT MÊME POUR LES CHIENS AFGHANS.



LES POUTINES HALAL SERONT AUTORISÉES.



DROITS RÉSERVÉS/apcote@lesoleil.com

OPINION

La cohérence de la CAQ



FRANÇOIS LEGAULT
 Chef de la Coalition avenir Québec, l'auteur réplique à la chronique de Lysiane Gagnon intitulée *Manque de cohérence*, qui a été publiée mardi dernier.

Dans sa chronique, Lysiane Gagnon critique certaines propositions récentes de la Coalition avenir Québec, sous prétexte qu'elles « manquent de cohérence ».

Prémièrement, M^{me} Gagnon affirme que la Coalition ne parle plus du Projet Saint-Laurent depuis son lancement en mars. C'est inexact. J'ai personnellement prononcé au moins cinq discours, dans cinq régions différentes, à ce sujet depuis mars.

D'autres présentations importantes approchent, dont une devant la Chambre de commerce de Montréal. De plus, quatre de nos députés sillonnent le Québec depuis des semaines pour présenter le Projet Saint-Laurent à des assemblées de militants, de sympathisants et de curieux.

Par ailleurs, M^{me} Gagnon fait une description très partielle du Projet Saint-Laurent, omettant de mentionner les volets majeurs touchant les zones d'innovation, le développement du potentiel touristique du fleuve et l'exploitation des hydrocarbures du golfe du Saint-Laurent. Tous ces éléments ont été présentés lors du lancement de mars dernier et dans les documents publiés subséquemment.

Deuxièmement, M^{me} Gagnon nous reproche d'avoir ajouté des conditions (qu'elle considère par

ailleurs « fort légitimes ») à notre appui au projet de loi 14, après avoir entendu le Barreau du Québec, la Commission des droits de la personne et d'autres témoins en commission parlementaire. La chose m'apparaît fort peu choquante. Notre conduite démontre au contraire la capacité de notre parti à s'ajuster aux témoignages et aux questions soulevées lors du processus législatif ordinaire.

À quoi serviraient les commissions parlementaires si, comme semble le souhaiter M^{me} Gagnon, les partis politiques devaient définitivement fixer leur position sur un enjeu donné avant d'avoir entendu un seul témoignage ou consulté un seul mémoire?

montréalaise n'étaient pas connus en 2011 comme c'est le cas aujourd'hui.

Nous avons lancé l'idée d'une réforme de la gouvernance de Montréal au moment où la commission Charbonneau achevait ses audiences sur la métropole et qu'il restait six mois avant les prochaines élections municipales. Les délais étaient peut-être serrés, mais cette réforme souhaitable n'aurait pas été impossible à implanter si le gouvernement avait voulu agir.

Je rappelle à M^{me} Gagnon que j'ai fondé la Coalition avenir Québec pour proposer les idées et les réformes nécessaires pour faire avancer le Québec et le sortir de l'immobilisme engendré par

Je vois mal comment on peut de bonne foi reprocher à la CAQ son incohérence quand elle fait exactement ce qu'elle s'est engagée à faire: proposer toutes les solutions nouvelles, courageuses et non partisans possibles.

Finalement, M^{me} Gagnon me reproche de proposer une réduction du nombre d'élus et d'arrondissements à Montréal alors que je ne jugeais pas ces mesures prioritaires il y a deux ans. (M^{me} Gagnon considère par ailleurs que ces propositions « n'ont rien de farfelu, au contraire ».) Notre plateforme électorale prévoyait explicitement une révision du partage des pouvoirs entre les arrondissements et la ville centre, de même qu'une réduction substantielle du nombre d'élus.

Par ailleurs, il devrait être évident pour tous que l'ampleur des failles et le détail des irrégularités qui minent le système d'octroi de contrats et la politique

le blocage politique des dernières décennies. Certaines de nos propositions touchent nos grands réseaux publics, certaines touchent à l'intégrité et au processus politique, d'autres concernent les municipalités, notre performance économique, le financement de la recherche et de nos universités.

Je vois mal comment on peut de bonne foi reprocher à la Coalition son incohérence quand elle fait exactement ce qu'elle s'est engagée à faire: proposer toutes les solutions nouvelles, courageuses et non partisans possibles, plutôt que de raviver les vieilles chicanes du PQ, ou se contenter du tranquille déclin libéral.

LE BLOGUE QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL ?

À QUAND UN NOUVEAU PARC ?

Paris a construit 60 hectares de nouveaux parcs depuis 10 ans. Montréal n'en a pas réalisé depuis des décennies, déplore l'architecte-paysagiste Juliette Patterson. À quand un nouveau parc d'envergure à Montréal? Quand la nature est présente, souligne-t-elle, on dénote une augmentation remarquable de la coopération et une diminution de l'agressivité.

Lisez le billet de Juliette Patterson et réagissez à lapresse.ca/avenirmtl



À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Il est surprenant d'entendre un éminent économiste comme Jacques Parizeau prétendre qu'une dette qui nous coûte 10 milliards de dollars par an en intérêts, ce n'est pas préoccupant. Combien de gymnases, d'écoles, d'hôpitaux, d'autoroutes, on pourrait construire au Québec si on avait été plus prudent dans le passé avec la carte de crédit gouvernementale? Si ce chiffre de la dette nous préoccupe tant, c'est qu'on prend conscience de tout ce qui aurait pu être réalisé en l'absence de ce boulet qu'on traîne depuis les décennies 70-80.

— Gilbert Blachon, Rivière-du-Loup

L'acceptabilité sociale



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

On ne réalise pas à quel point les ressources naturelles jouent un rôle important au Québec. Elles comptent pour 10% de l'activité économique, 5% de l'emploi, elles dominent nos exportations, elles alimenteront la croissance dans les années à venir.

C'est de cela que discutaient, la semaine dernière, les membres de l'Association des économistes du Québec, lors de leur congrès annuel. Le développement des ressources naturelles est une question très émotive, qui a donné lieu à des débats politiques intenses, un thème qu'il n'était pas mauvais d'aborder d'une façon plus froide, plus scientifique, plus factuelle.

On peut deviner que ce groupe, par définition sensible aux questions économiques, avait un certain préjugé favorable, qu'un sondage Léger Marketing auprès des membres de l'ASDEQ révélait au début du mois. 60% d'entre eux croient que le rôle des ressources ira en grandissant, 83% favorisent la production d'hydrocarbures au Québec, 78% croient qu'il faut rapidement acheminer ici le pétrole albertain.

Mais une ombre semblait planer sur les débats: la crainte que ce développement soit entravé par la méfiance qu'expriment les Québécois à l'égard des mines et du pétrole ou par les mouvements militants qui ont eu raison de certains projets, comme le gaz de schiste ou l'uranium.

Des craintes dont la ministre québécoise des Ressources naturelles, Martine Ouellet, qui prenait la parole à ce congrès, est consciente. En décrivant les principes sous-jacents de la politique minière qui sera dévoilée très bientôt, elle insistait sur l'importance de l'acceptabilité sociale dans le développement des ressources.

Je me demande s'il est encore possible d'obtenir cette acceptabilité sociale dans le développement des ressources au Québec.

Effectivement, au lieu de dépenser des millions en investissements pour ensuite frapper un mur, il est pas mal plus sage de s'assurer d'obtenir à l'avance l'appui des milieux, et d'y parvenir par la consultation, le dialogue et la transparence. Mais je me demande s'il est encore possible d'obtenir cette acceptabilité sociale. Et je trouve que ce concept, très flou, peut mener à toutes les interprétations.

D'une part, parce qu'il y a une crise de confiance, en grande partie provoquée par les manquements du gouvernement Charest dans le dossier des gaz de schiste qui n'a pas encadré le développement anarchique de cette industrie naissante. Cet échec a laissé des traces. On ne croit plus le gouvernement, on ne croit plus les institutions.

En principe, on peut remédier à cela en confiant les dossiers à un organisme indépendant, le BAPE, comme le gouvernement vient de le faire pour la filière uranifère. Mais encore là, la méfiance envers les institutions est telle qu'il n'est pas évident que l'on fera davantage confiance au BAPE.

Mon pessimisme a été renforcé en regardant, la semaine dernière à RDI, l'excellent documentaire intitulé *Uranium, PQ*, qui suit, de façon neutre, le débat sur l'exploration de l'uranium à Sept-Îles. On peut certainement interpréter ce documentaire de bien des façons, mais ce que j'en retire, c'est que 10 ou 20 personnes, déterminées et bien organisées, sont capables de bloquer n'importe quel projet.

Dans ce combat inégal, ce ne sont pas les sociétés minières ou pétrolières qui ont le gros bout du bâton. La bataille contre l'uranium n'a pas été jolie. Des médecins qui, dans un chantage odieux, menacent de quitter Sept-Îles, des coups bas des militants, comme les menaces contre un universitaire qui osait dire la vérité sur les radiations. Une guérilla militante, avec la complicité des médias, où tout est permis.

Ma question est la suivante. Qu'est-ce que l'acceptabilité sociale? Comment la mesure-t-on? Dans bien des cas, ce sera l'opinion des groupes militants qui monopolisent l'espace médiatique, ou qui auront réussi à terroriser l'opinion publique, comme sur la Côte-Nord. Et non pas le fruit du dialogue et de la recherche de la vérité.



PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre est responsable des actions de son gouvernement. Je suis déçue de le voir se défilé une fois de plus devant des accusations aussi sérieuses.

Mes valeurs bafouées



ÉMILIE POTVIN
L'auteure a été chef de cabinet au sein du gouvernement conservateur de 2006 à 2009, notamment pour le whip du gouvernement et la ministre du Patrimoine, des langues officielles et de la condition féminine.

Je suis arrivée sur la colline parlementaire en 2006 à la suite de la victoire du Parti conservateur. L'idée de changer les choses à Ottawa, de s'éloigner des scandales et de rétablir l'intégrité du gouvernement fédéral animait les nouveaux élus ainsi que le personnel politique qui avait décidé de les suivre dans cette nouvelle aventure.

Après 13 ans sur les bancs d'opposition, nous voulions ramener les idées et les principes de responsabilité financière, de meilleure gestion des dépenses publiques et de transparence. Où sont les principes d'intégrité que nous avions promis défendre bec et ongles? Ce à quoi le parti nous expose depuis quelque temps ne représente pas les valeurs conservatrices. Le parti devrait se rappeler les discours et les promesses de janvier 2006, car nous en sommes loin aujourd'hui – bien trop loin.

Les événements des derniers jours ont mis en lumière une culture qui existe

depuis bien avant le « Senategate » ou « l'affaire Duffy » – quel que soit le nom qu'on veuille donner au fiasco actuel. Les exemples d'abus de pouvoir et de non-respect des institutions parlementaires sont nombreux depuis l'arrivée au pouvoir de Stephen Harper, mais il semble que cette affaire soit celle qui fasse déborder le verre.

Le premier ministre est responsable des actions de son gouvernement. Je suis déçue de le voir se défilé une fois de plus devant des accusations aussi sérieuses. La mentalité paranoïaque et la manie du secret qui caractérisent le gouvernement ont favorisé les com-

Je suis conservatrice. Je suis contre la peine de mort, pour le mariage gai et l'avortement. Je suis pro-Palestine. Je suis d'accord avec les réformes récentes à la politique d'immigration. Je crois à la responsabilité de chaque citoyen, à l'aide aux plus démunis. Comme quoi, contrairement à la croyance populaire, il n'existe pas un seul modèle de conservateur!

J'ai toujours été fière d'être conservatrice, mais là je ne me reconnais plus dans le parti tel qu'il est aujourd'hui. Je veux moi aussi des explications.

Le discours du premier ministre cette semaine était insuffisant. Gérer

La mentalité paranoïaque et la manie du secret qui caractérisent le gouvernement Harper ont favorisé les comportements déviants auxquels nous sommes exposés aujourd'hui. Ce ne sont pas des valeurs conservatrices.

portements déviants auxquels nous sommes exposés aujourd'hui. Encore une fois, ce ne sont pas des valeurs conservatrices.

La transparence est le meilleur remède contre les abus. Ce refus de rendre des comptes me désole. Le ton de mépris envers ceux qui veulent des réponses m'insulte.

la crise de manière aussi partisane, une fois de plus, est désolant. Quand Stephen Harper est fâché, vraiment fâché, il est capable de faire changer les choses rapidement. C'est d'ailleurs une de ses grandes forces. Est-il suffisamment fâché? Ça reste à voir, mais permettez-moi aujourd'hui d'en douter.

Gouverner à vue



GAÉTAN FRIGON
Ex-PDG de la SAQ et de Loto-Québec, l'auteur (gfrigon@publipage.com) est président exécutif de Publipage inc. Il collabore régulièrement à notre section Débats.

Je n'ai jamais été d'accord avec toutes les politiques instaurées par le gouvernement libéral de Jean Charest. Mais il y a une chose que je me dois d'admettre: c'était un gouvernement prévisible, c'est-à-dire un gouvernement qui avait un fil conducteur enrobant l'ensemble de ses actions, de ses orientations et de ses politiques.

Rarement a-t-on vu ce gouvernement faire un virage à 180 degrés (même si parfois c'aurait été la bonne chose à faire). C'était là un élément important non seulement pour le monde des affaires, mais aussi pour la population en général qui aime bien prévoir ce que son gouvernement fera. Pour les citoyens en général, mieux vaut pas de surprise qu'une mauvaise surprise, ou encore qu'une surprise tout court.

Cet aspect de la prévisibilité doit s'appliquer à tous les gouvernements, autant ceux plus à gauche que ceux plus à droite, car personne n'aime le vire-capot, personne n'aime qu'un gouvernement dise une chose et fasse son contraire.

En principe, je préfère voir un gouvernement faire une chose que je n'aime pas, mais qui fait partie de son programme, que voir un gouvernement faire quelque chose que j'aime, mais à laquelle je ne

m'attends absolument pas parce que c'est contraire à son orientation.

Et j'en arrive aux actions du Parti québécois depuis qu'il a pris le pouvoir. Sa principale caractéristique est son imprévisibilité. Un jour, il tourne à droite, le lendemain, il tourne à gauche. J'ai cette impression que la dernière personne qui parle à Pauline Marois est celle qui remporte la mise, que chaque action est individuelle sans faire partie d'un tout. La première ministre est vraiment difficile à suivre, car elle agit encore comme si elle était dans l'opposition, c'est-à-dire en tirant sur tout ce qui bouge comme le ferait une sentinelle.

La principale caractéristique du gouvernement Marois est son imprévisibilité. La première ministre est vraiment difficile à suivre.

Un jour, elle donne aux étudiants plus que ce qu'ils ne demandent pour se rendre compte, le lendemain, qu'elle n'a plus d'argent pour les garderies et qu'elle doit alors leur couper plusieurs millions. Un autre jour, elle promet de doubler les redevances minières pour se rendre compte que c'est impossible et qu'elle doit alors serrer la vis aux assistés sociaux pour compenser en partie le manque à gagner qui en découle. Même les plus chauds partisans de Pauline Marois sont dans l'obligation d'admettre que le nombre de reculs effectués depuis

les élections est inacceptable en politique.

De plus, il est évident que Pauline Marois aime prendre des décisions rapides pour démontrer qu'elle est en contrôle et qu'elle peut agir rapidement, ce qui, en principe, est une bonne chose. Mais encore faut-il que les décisions prises soient les bonnes, qu'elles aient été bien pensées et bien analysées. Et l'on sait que, la plupart du temps, elle a été obligée d'ajuster le tir, justement parce que les décisions en question étaient mauvaises, ou, encore, que les politiques mises en place créaient plus de problèmes parce qu'on n'en avait pas prévu toutes les conséquences.

Le meilleur exemple est certes la loi 1, qui modifie la loi sur les contrats des organismes publics. Il s'agit d'une loi nécessaire dans les circonstances actuelles, une loi qui, il faut l'admettre, exigeait un certain courage politique. Mais quoiqu'il s'agisse d'une loi exemplaire sur papier, elle va tellement loin qu'elle finit par créer plus de problèmes qu'elle n'en résout. Le problème de base vient de la vitesse avec laquelle le gouvernement a voulu voter cette loi pour démontrer l'importance qu'il portait à éliminer la collusion et la corruption dans l'industrie de la construction.

Si, au lieu de gouverner à vue, le gouvernement de Pauline Marois prenait le temps nécessaire pour analyser en profondeur les conséquences des différentes lois qu'il veut faire adopter, il s'éviterait bien des troubles. Pauline Marois a des qualités que Jean Charest n'avait pas, mais elle a aussi des défauts que Jean Charest n'avait pas. La prévisibilité de ses actions s'inscrit certes à ce niveau.

